
Chronique
Luc LAROCHELLE
Fusion et vengeance péquiste
Page A4


Point de mire
Gilles FISETTE
Heureux qui comme Gilles Houde...
Page A6


Entrevue
Pierrette-Hélène ROY
L'oeuvre sans fin de Michel Tremblay
Page G1


BazARTS
Karine TREMBLAY
Entrez donc chez René Lambert
Page G3


Télévision
Steve BERGERON
La cuisine à la sauce Josée di Stasio
Page H1

BOMBARDIER ÉLIMINE 915 EMPLOIS À MONTRÉAL *| PAGE B1*



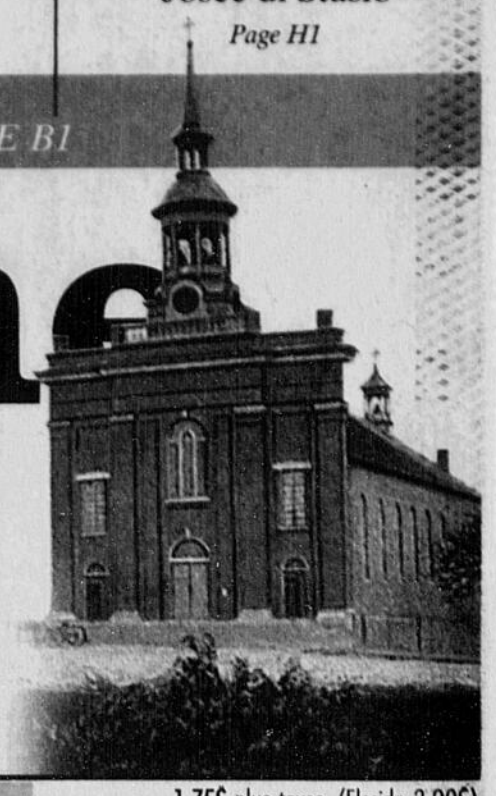
La Tribune

• LEADER DE L'INFORMATION RÉGIONALE •

cyberpresse.ca

Styles
Choisir d'allaiter son enfant
Page E1

Album-souvenir
32 pages de photos sur l'histoire de Sherbrooke
Cahier I et J

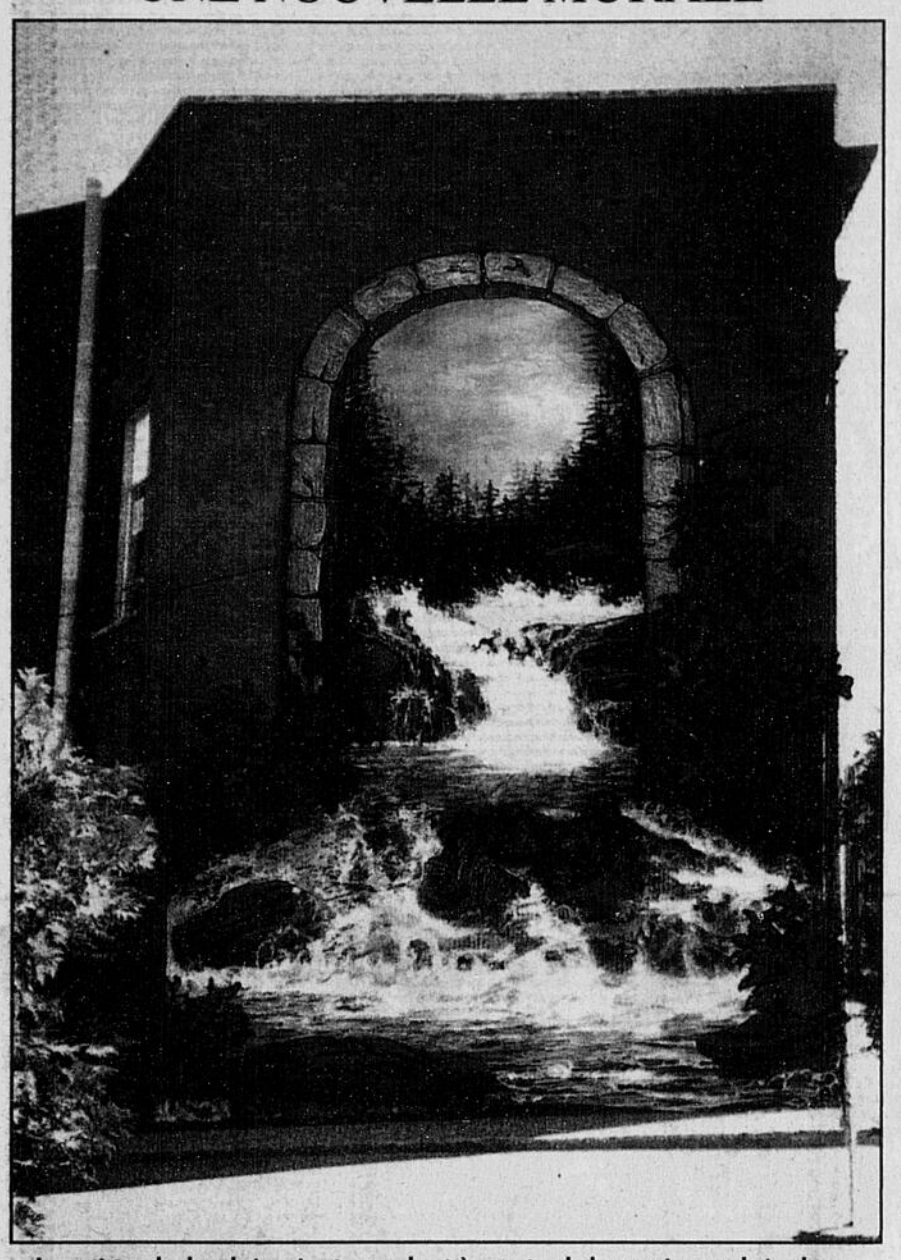


SHERBROOKE / **SAMEDI 28 SEPTEMBRE 2002** / 93e ANNÉE / NO 187

Les MONDIAUX JEUNESSE à Sherbrooke dans 284 jours

1.75$ plus taxes, (Floride 2.00$)

UNE NOUVELLE MURALE



Les artistes sherbrookois qui entreprendront à compter de la semaine prochaine la seconde murale au centre-ville de Sherbrooke ont hésité avant d'autoriser la publication de cette esquisse, qui a été raffinée depuis. Cette murale sera peinte sur le mur nord de l'édifice qui vient d'être complètement rénové à l'intersection des rues Wellington et Frontenac - l'ancien bar La Maltonnière.

Les magiciens du pinceau remettent ça!

Luc Larochelle
llaroche@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Leurs plates-formes de travail sont prêtes, les idées sont en gestation depuis des mois: les magiciens du pinceau s'apprêtent à peindre une seconde murale au centre-ville de Sherbrooke. Cette deuxième fresque urbaine ne sera pas une reproduction du passé comme la première mais une oeuvre thématique axée sur la créativité et le surréalisme.

L'oeuvre aura également une seconde particularité. Elle sera peinte sur des panneaux de béton flexible, produit qui est la marque de distinction de la firme sherbrookoise Betflex. À la demande du propriétaire, la murale sera accrochée à la paroi au lieu d'être dessinée directement sur la brique.

Dès lundi, le groupe d'artistes sherbrookois à qui l'on doit la murale du parc Dufferin descendra devant l'édifice Gabr pour décorer le mur nord du bâtiment qui vient tout juste d'être rénové, à l'intersection Wellington-Frontenac, en face de l'hôtel de ville.

«C'est un peu comme le lancement d'un deuxième album pour un artiste. Notre confiance est plus grande mais le risque de décevoir est, lui, aussi plus élevé», détaille Geneviève Reesor, ne s'arrêtant que pour prononcer quelques

*Voir **MURALE** en page A4*

SHERBROOKE AUTOHAUS
4421, boul. Bourque, Rock Forest (819) 564-2834
Audi

Météo

ENSOLEILLÉ Maximum 15 Minimum 0
Lever soleil: 6h40 Coucher: 18h32

Index

Ann. class.	C1, D7	Loterie	A7
Arts	G1, H1	Météo	C4
B. dessinées	G11	Mots croisés	C6, G11
Carrières	B9	J-P Ricard	H8
Décès	D9	Sports	D1
Économie	B1	Styles	E1
Horoscope	C7	Vins	H2

Unitcast déménage à Thetford Mines

David Bombardier
dbombard@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Un an seulement après avoir racheté la Fonderie Unitcast, le Groupe Castech met la clé sous la porte et rapatrie la cinquantaine d'employés sherbrookois à son usine de Thetford Mines. Ces employés, qui ont appris la triste nouvelle hier matin, «s'en attendaient un peu», selon le président du syndicat, Claude Lemieux.

L'usine de la rue Belvédère Sud, qui fonctionne actuellement sur un seul quart de travail, cessera toute production dès le 22 novembre. Débutera ensuite le déménagement de toute la machinerie, qui sera intégrée dans les locaux déjà existants de Métallurgie Castech. Les opérations de la nouvelle division de l'usine de Thetford Mines devraient reprendre dès le début de janvier.

«Il n'y aura aucune mise à pied», assure le directeur financier du Groupe Castech, Mario Tardif. Tous les employés ont en effet la possibilité de garder leur emploi, mais devrons ou bien déménager, ou bien voyager une heure et demie matin et soir pour se rendre au boulot.

LES EMPLOYÉS ONT 5 JOURS POUR REPENSER LEUR AVENIR

- A3

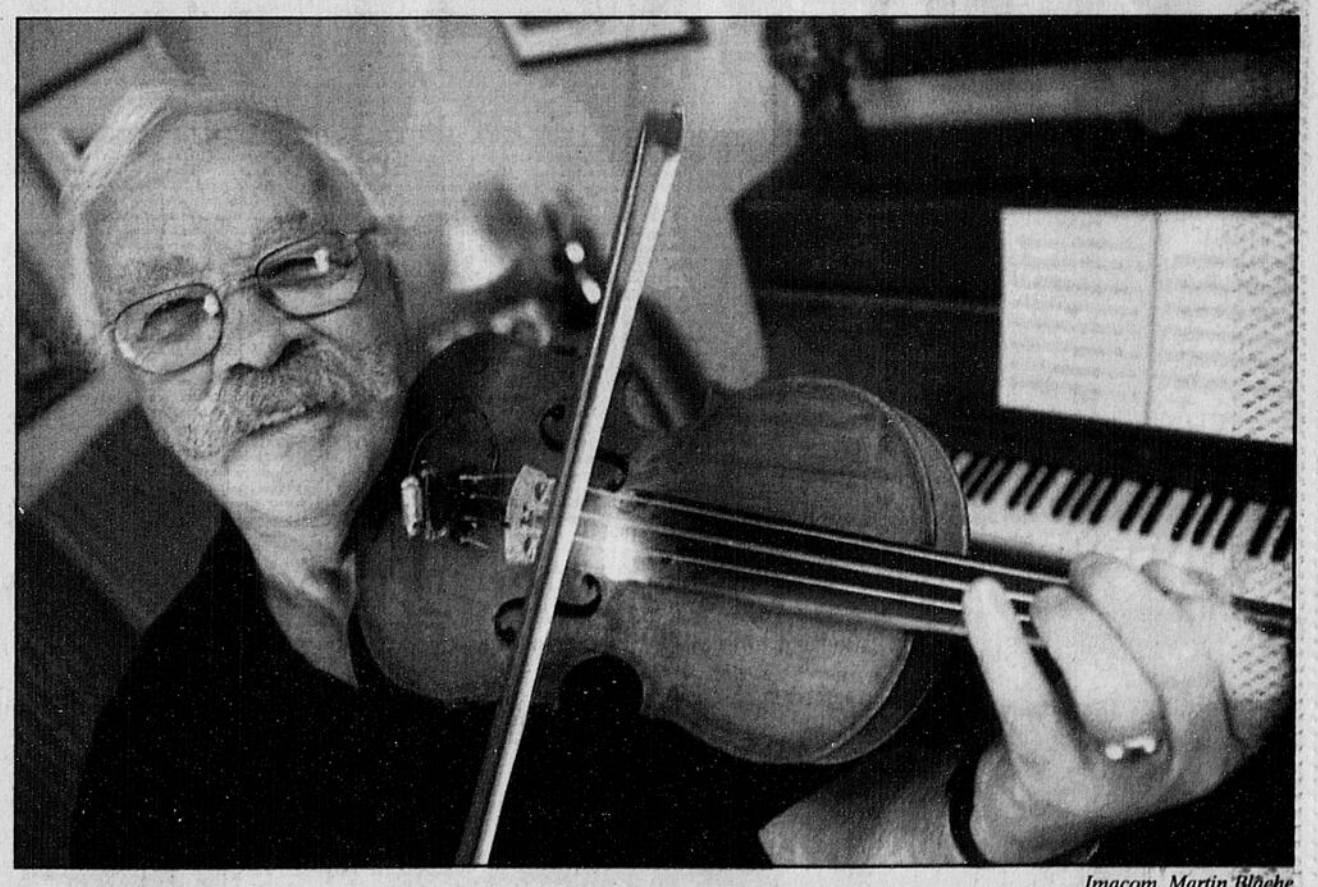
En juillet 2001, l'usine avait dû fermer ses portes pendant quelques semaines en raison de la faillite des propriétaires de l'époque, la famille Béliveau. Les copropriétaires de Métallurgie Castech, Allen Poiré et François Fortier, avaient rapidement redonné espoir aux employés en rachetant l'usine au coût de 4,8 millions $.

«Les activités d'Unitcast et de Castech sont complémentaires et le regroupement est bénéfique pour les deux entreprises», avait alors déclaré M. Poiré.

Les deux usines se spécialisent dans le service de pièces coulées destinées à l'industrie ferroviaire, au transport routier et à l'industrie minière. Unitcast produit des pièces de 250 livres et moins, alors que Castech se spécialise dans celles pesant plus de 250 livres.

Un an après la relance, la donne a changé radicalement. MM. Poiré et Fortier ont annoncé hier matin aux employés sherbrookois que le Groupe Castech entend désormais centraliser ses opérations afin de mieux faire face à la compétition. «Ça nous permettra d'améliorer le service à la clientèle, d'augmenter les ventes et ainsi d'offrir plus d'emplois», avance M. Tardif, directeur financier de la compagnie.

Cela permettra aussi au Groupe Castech d'économiser, puisque la compagnie n'aura plus qu'une seule usine à son actif. Celle de la rue Belvédère Sud sera éventuellement vendue.



Imacom, Martin Blache

Jean-Denis «Ti-gars» Plante, dont la carrière a pris son envol avec le lancement de CHLT-TV au milieu des années 50, vient de s'installer en permanence à Sherbrooke après une longue carrière qui l'a mené de cabarets en piano-bars un peu partout au Québec et aux États-Unis.

«Ti-gars» Plante, l'homme-musicien


Mario GOUPIL

mgoupil@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Le nom de Jean-Denis Plante vous dit-il quelque chose? Peut-être pas.

Si je risquais plutôt «Ti-gars» Plante, est-ce que ça vous allumerait davantage?

Il y a sûrement de bonnes chances. Eh oui! on parle bien du «Ti-gars» Plante qui a fait les belles années de CHLT-TV à Sherbrooke. Les toutes premières de la télévision sherbrookoise en fait, puisqu'il était l'un des musiciens du groupe *Ti-blanc Richard et ses joyeux copains* qui a tenu l'antenne pendant de nombreuses années à CHLT-TV.

«Ti-gars» Plante est vite devenu une figure familière des téléspectateurs puisqu'il a aussi participé, cette fois à titre de pianiste, à des émissions telles *Soirée canadienne* animée par Louis Bilodeau, *Sur deux notes* animée par André Guy et Pierrette Beauchamp, et quelques autres.

L'aventure de la télévision sherbrookoise a duré six ans pour «Ti-gars» Plante, mais la célébrité que le petit écran lui a apportée l'a finalement suivi toute sa vie. Encore aujourd'hui, à quelques mois de son 65e anniversaire de naissance, même avec ses moustaches et ses cheveux tout blancs, on le reconnaît dans les centres d'achats... pour l'avoir déjà vu à CHLT-TV!

Après l'aventure de la télévision, où

*Voir **«TI-GARS» PLANTE** en page A4*

Partenaires dans la gestion de vos placements depuis 1985

1 800 567-7384
www. scotiamcleod.com

80646

Richard Adam, B.A.A.
Administrateur
(819) 829-5540

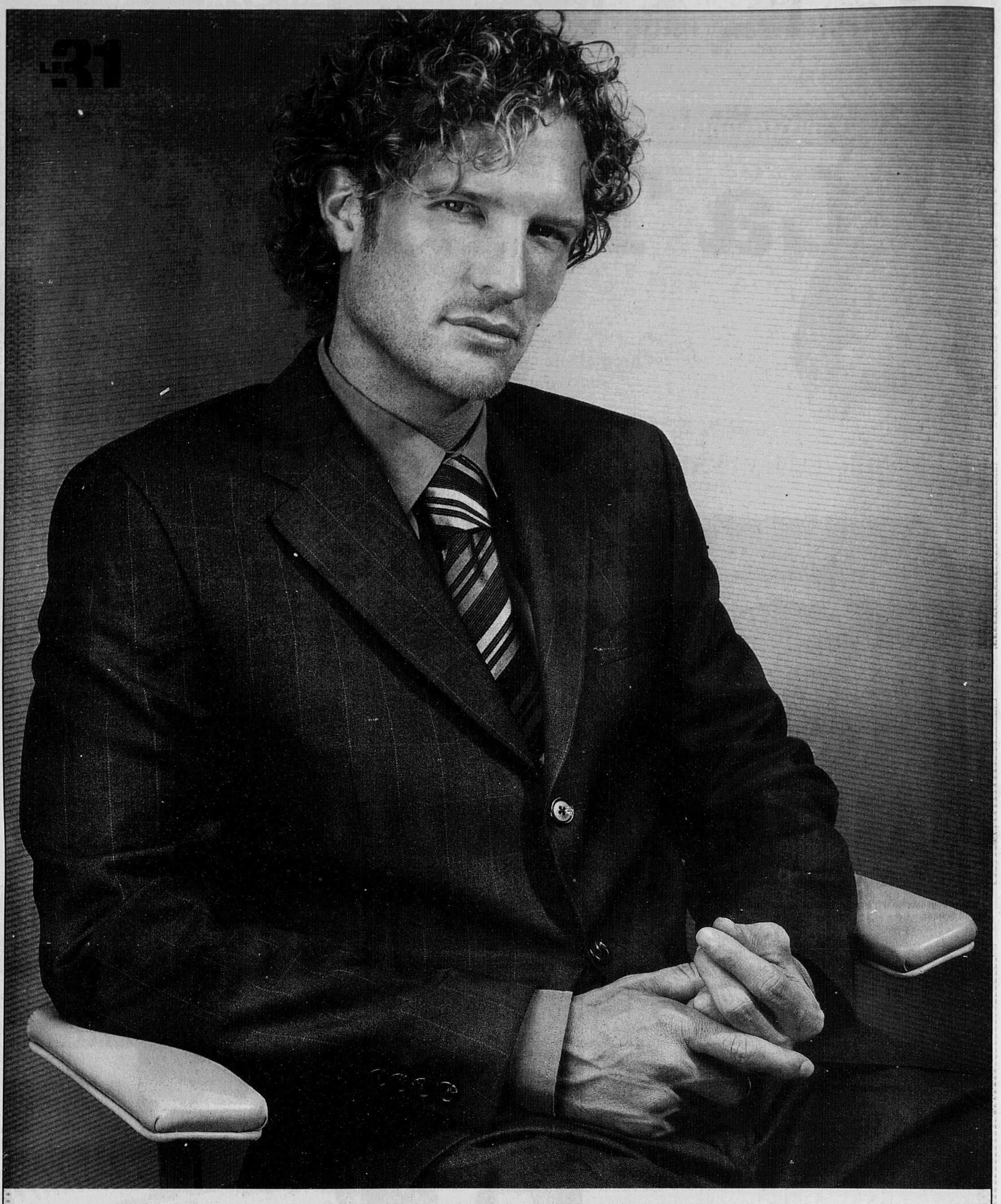




Bruno Giangioppi, L.L.B., Pl.fin.
Planificateur financier
(819) 829-5731

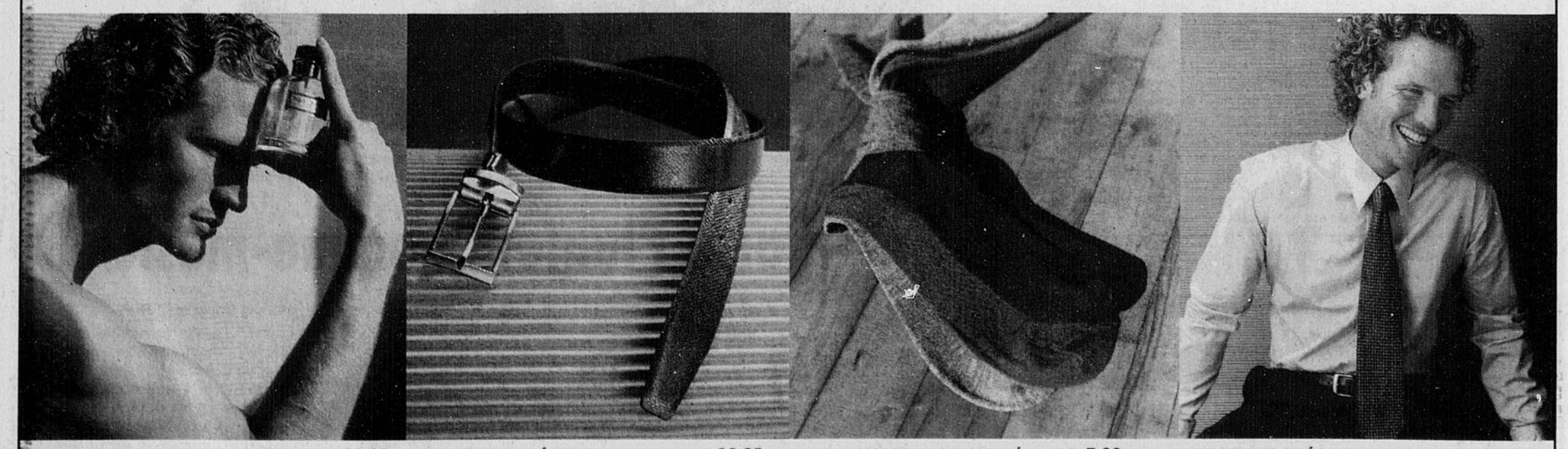
ScotiaMcLeod

MC Marque de commerce utilisée sous réserve de l'autorisation et du contrôle de La Banque de Nouvelle-Écosse. ScotiaMcLeod est une division de Scotia Capitaux Inc., membre de FCPE.



LE COMPLET CARRELAGE GRAVÉ | 399.95

Rabais de 30% sur un complet signé **Lauren de Ralph Lauren.** Style trois-boutons, épaules naturelles, pantalon à plis. Mélange 92% laine et 8% cachemire, très souple et de bonne tenue. Tissu effet piqué rehaussé d'un fin carrelage subtilement texturé en couleur tabac, exclusif au 31. 38 à 46. Rég. 595.00



L'EAU DE TOILETTE DOLCE GABBANA 65.00
La classique fragrance signée Dolce Gabbana reconnaissable à ses notes de tête aux agrumes, ses notes de coeur fleuries et épicées et enfin ses notes de fond boisées et musquées. Format 75 ml.

LA CEINTURE RÉVERSIBLE BICOLORE 29.95
Rabais de 20% Cette ceinture importée d'Italie, en cuir à légère texture reptile et boucle pivotante vous permet de la porter en noir ou en brun selon le côté choisi. 30 à 44. Rég. 38.00

LA CHAUSSETTE LAINE MÉRINOS 7.99
Rabais de 20% Une chaussette exclusive au 31, qui offre un grand confort et l'apparence soignée durable du mélange 70% laine mérinos et 30% nylon. Noir, gris, marine, olive, moka, avoine. Taille unique. Rég. 9.99

LA CHEMISE EXÉCUTIVE PUR COTON 59.95
Rabais de 29% Une indispensable offerte au 31 en exclusivité selon votre longueur de manches exacte entre 33 et 37, en tailles 14 1/2 à 18. Blanc pur, ivoire, bleu français ou azur. Rég. 85.00

simons

QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC, **MONTRÉAL** CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, **LAVAL** CARREFOUR LAVAL, **SHERBROOKE** CARREFOUR DE L'ESTRIE

81788

5 jours pour repenser son avenir

Les travailleurs d'Unitcast devront déménager à Thetford Mines pour garder leur emploi

David Bombardier
SHERBROOKE

«*On n'a pu, de jobs!*» Même si plusieurs employés d'Unitcast gardent le moral, d'autres semblaient visiblement dépassés par les événements, hier après-midi, quelques heures seulement après avoir appris qu'ils devront déménager à Thetford Mines d'ici Noël s'ils veulent conserver leur emploi.

Depuis 1972, Gilles Simard travaille à la fonderie de la rue Belvédère Sud. À 53 ans, il n'est pas question pour lui de déménager ni de se trouver un autre emploi. «Je suis capable de me trouver de l'ouvrage en devenant travailleur autonome», affirme-t-il.

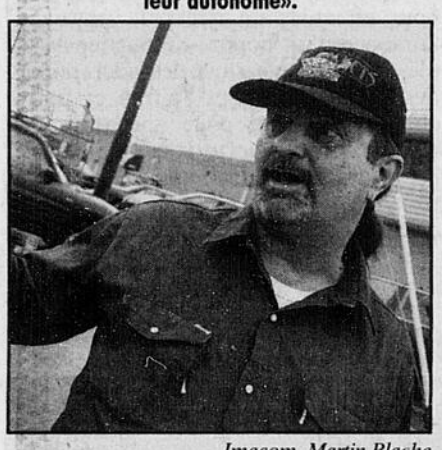
À moins que le Groupe Castech n'accepte la proposition de certains employés, qui ont demandé qu'un autobus payé par l'employeur fasse la navette entre Sherbrooke et Thetford Mines matin et soir.

Même constat chez Daniel Beaulieu, à l'emploi d'Unitcast depuis 1974.



Imacom, Martin Blache

Gilles Simard: «Je suis capable de me trouver de l'ouvrage en devenant travailleur autonome».



Imacom, Martin Blache

Daniel Beaulieu: «S'il (l'employeur) fournit le transport, il n'y aura pas d'accrochage».



Imacom, Martin Blache

Tous les employés sherbrookois de Castech ont reçu par la poste une lettre enregistrée leur signifiant qu'ils ont maintenant cinq jours ouvrables pour décider si, oui ou non, ils acceptent de travailler à l'usine de Thetford Mines.

«S'il (l'employeur) fournit le transport, il n'y aura pas d'accrochage», prédit-il.

Selon lui, «quelques jeunes sont prêts à déménager, mais les autres, leur vie est ici, à Sherbrooke». Plusieurs ont des conjoints qui travaillent dans la région, des enfants qui vont à l'école. «Si on vend tout, qu'on s'en va là et qu'on perd notre emploi après un an, on n'est pas plus avancés», souligne M. Beaulieu.

Au dire d'un autre employé, qui n'a pas voulu décliner son identité, «ça aurait pu être pire». «C'était ça ou ils fermaient», assure-t-il, en ajoutant que la compagnie manque présentement de contrats pour faire fonctionner l'usine à sa pleine capacité. Le directeur financier du Groupe Castech, Mario Tardif, a nié cette information.

«L'employeur respecte les employés là-dedans, poursuit l'homme à l'emploi de la fonderie depuis 10 ans. C'est une bonne affaire parce que c'est possible de garder son emploi.»

Comme un moteur sans huile

La plupart des employés sentaient venir la fermeture depuis l'arrivée des nouveaux propriétaires, affirme le président du Syndicat national des employés d'Unitcast, Claude Lemieux.

«Ils n'ont pas réparé les machines depuis qu'ils ont acheté, dénonce-t-il. C'est comme une auto sans huile dans le moteur et que tu fais fonctionner quand même. Les machines étaient réparées avec des morceaux de broche...»

Les membres du syndicat ont appris la nouvelle moins d'une heure avant les employés, hier matin. Le jour même, tous les employés sherbrookois ont reçu par la poste une lettre enregistrée leur signifiant qu'ils ont maintenant cinq jours ouvrables pour décider si, oui ou non, ils acceptent de travailler à l'usine de Thetford Mines.

«Je ne comprends pas, avoue M. Lemieux. Ça aurait dû être cinq jours après la fermeture, selon la clause de retour au travail de notre convention collective. Sauf qu'on travaille encore jusqu'au 22 novembre. C'est illogique!»

Le syndicat, affilié à la CSN, entend rencontrer ses conseillers syndicaux, les agents de chômage et les représentants de la compagnie dès le début de la semaine «pour avoir de l'information, connaître les lois et nos droits».

M. Lemieux dit vouloir négocier «un moyen de transport et une prime de séparation» pour les employés qui décideront de quitter leur emploi. Le hic, c'est que le syndicat n'aura jamais le temps, en cinq jours, de négocier avec l'employeur pour obtenir un autobus, ce que la plupart des employés exigent pour accepter l'offre du Groupe Castech...

Par ailleurs, l'employeur a promis, selon le délégué syndical, de respecter la convention collective et l'ancienneté des employés syndiqués.





Imacom, Martin Blache

Même après deux ans de bataille, certains citoyens résidant près de l'usine no 2 d'Estampages ISE dans l'arrondissement de Brompton n'ont toujours pas retrouvé le sommeil. L'entreprise a été condamnée par la Cour municipale pour avoir causé du bruit nuisant au confort des citoyens, mais va en appel du verdict.

Le bruit persiste autour d'Estampages ISE

L'entreprise perd en cour et va en appel

Isabelle Pion
ipion@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Même après deux ans de bataille, certains citoyens résidant près de l'usine no 2 d'Estampages ISE dans l'arrondissement de Brompton n'ont toujours pas retrouvé le sommeil. Et l'histoire est loin d'être terminée.

Condamnée par la Cour municipale de Sherbrooke pour avoir causé du bruit nuisant au confort des citoyens, Estampages ISE a décidé d'aller en appel de ce verdict. Les policiers de Sherbrooke avaient émis plusieurs constats d'infractions au cours des années 2000 et 2001.

Rappelons que la tranquillité du secteur est ébranlée depuis la mise en marche d'une presse servant à produire des articles destinés à la fabrication de cuisinières. Ce sont les coups de cette presse de métal de 400 tonnes qui sont mis en cause.

Le conseil municipal de l'ancienne Ville de Bromptonville avait effectué plusieurs démarches afin de résoudre le problème, mais en vain. «C'est un bruit sourd; ça fait comme quand tu écoutes le film *Jurassic Park*», résume Stéphane Chartier, un résidant de la rue Iberville. Ç'a toujours été un problème de bruit. Chez nous, c'est identique à ce que ç'a toujours été.» Malgré des modifications apportées par ISE à l'équipement, M. Chartier soutient que la situation est demeurée inchangée chez lui.

«Un tort sérieux»

«La preuve démontre clairement et sans aucun doute que le bruit causé par cette presse cause un tort sérieux, important et intolérable aux voisins, rendant impossible de dormir la nuit», écrit le juge Roland Lamoureux dans un jugement rendu en août dernier.

Selon l'avocate qui a plaidé la cause, Marie-Claude Perron, l'amende pour chaque billet d'infraction émis est de 50 $, en plus des frais administratifs. L'entreprise en aurait reçu treize entre 2000 et 2001 pour avoir fait du bruit et notamment en avoir causé entre 23 h et 7 h. En ce qui a trait aux possibilités de solutions pour les citoyens, elle indique que ceux-ci peuvent toujours se tourner vers le recours civil.

De son côté, Stéphane Chartier pense à mettre en branle une pétition. Est-il rendu au point de vouloir vendre sa maison? «J'y ai songé très sérieusement. Mais ma maison je l'aime, et j'aime mon coin...», répond-il, indiquant qu'il renouvelle maintenant son hypothèque «à l'année». Et le nouveau Sherbrookois s'imagine mal tenter de vendre une maison où les nuits paisibles sont rares!

Le directeur général des Estampages ISE, André Raby, n'a pas retourné l'appel logé par *La Tribune*, hier.

NISSAN

(you) [π] (pi)



PATHFINDER ÉDITION CHILKOOT 2003
Formulé pour le plaisir

399$/MOIS*
0$ acompte disponible!
Transport et préparation inclus!

• Dispositif antiblocage des roues «tout terrain» • Radio Bose[MD] 150 watts avec changeur 6 CD intégré • Commande audio et régulateur de vitesse au volant de direction • **Moteur V6 de 250 chevaux** • Jantes en alliage 16 po • Système antivol et antidémarrage avec clé à puce • Climatiseur • Différentiel autobloquant arrière • Marchepieds latéraux aplanis • Sellerie spéciale Chilkoot • Et beaucoup plus!

3,8% Financement à l'achat**
PDSF à partir de 34 200$

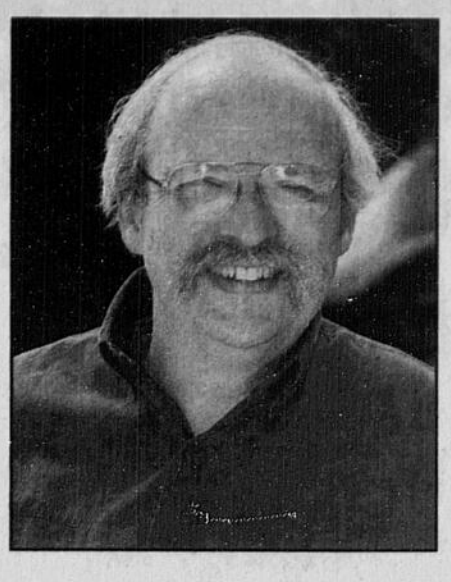
*Location de 48 mois pour le Pathfinder édition Chilkoot 2003 (5CRG53 AA00). Acompte ou échange équivalent de 3 995 $. Limite de 24 000 km par année avec 0,10 $/km extra. Premier versement et dépôt de garantie équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. **Assistance routière 24 h.** Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit. **Taux de financement de 3,8 % à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement. Nissan, le logo Nissan, la signature « DÉCOUVRIR_ » et le nom du modèle Nissan sont des marques de commerce de Nissan.

www.nissan.ca 1 800 387-0122

NISSAN
DÉCOUVRIR_Nissan
78965

2002
Sherbrooke
LaTribune
écrit l'histoire
au quotidien
66965

À LIRE LUNDI



Mérite estrien

Robert Langevin: flûtiste et maître pédagogue tout à la fois

La Tribune
1950, rue Roy, Sherbrooke, J1K 2X8
www.cyberpresse.ca

PRÉSIDENT ET ÉDITEUR
Raymond Tardif

VICE-PRÉSIDENT FINANCES ET ADMINISTRATION
René Morin

RÉDACTION
(819) 564-5454
Télécopieur 564-8098
redaction@latribune.qc.ca

RÉDACTEUR EN CHEF
Maurice Cloutier

DIRECTEUR DE L'INFORMATION
Michel Morin

ADJOINTE AU DIRECTEUR
Jacynthe Nadeau

TECHNOLOGIE ET INFORMATIQUE
DIRECTEUR
René Béliveau
ADJOINT
Stéphane Garant

PRODUCTION
DIRECTEUR
André Roberge
ADJOINTS
Steeve Rancourt
Michel Doyon

PUBLICITÉ
(819) 564-5450
Télécopieur 564-5482

DIRECTEUR
François Fouquet

ADJOINTS
Alain LeClerc
Christian Malo

ANNONCES CLASSÉES
(819) 564-2222
Télécopieur 564-5482
Lundi au vendredi : 8 h 30 à 16 h 30

ABONNEMENT ET TIRAGE
(819) 564-5466
Sans frais 1 800 567-6955

DIRECTEUR
André Custeau

ADJOINT
Serge Nadeau



Vue sur SHERBROOKE
Luc LAROCHELLE
llaroche@latribune.qc.ca

Fusion et vengeance péquiste

De grâce, ne le faites pas. Il n'y a pas de doléance qui ait été entendue plus souvent par les ministres qui se sont succédés aux Affaires municipales, à Québec, depuis 20 ans.

Même si c'est que tous les maires de banlieues répétaient inlassablement avec le soutien des libéraux de Jean Charest qui promettaient la possibilité d'un retour en arrière, Louise Harel a pris son courage à deux mains: elle s'est bouchée les oreilles, elle a pesé fort sur le crayon et a signé les décrets qui ont provoqué les regroupements dans les agglomérations urbaines les plus importantes du Québec.

«André, ne le fais pas», aurait supplié la députée de Mégantic-Compton, Madeleine Bélanger, en intercédant auprès du ministre André Boisclair sur le projet de fusion réclamé par Lac-Mégantic, pour joindre à son territoire ceux de trois municipalités périphériques : Frontenac, Nantes et Marston.

N'eut été de ces représentations, c'est la recommandation de la Commission municipale du Québec qui aurait été appliquée. Or, cette organisation neutre, après avoir entendu les représentations des parties concernées, concluait qu'il y avait un véritable avantage à cette fusion qui aurait permis «des économies, donc de rendre les mêmes services à meilleur prix».

«Dans les choix que j'aurai à faire... j'aurai une très grande considération des opinions de celles et de ceux qui siègent à l'Assemblée nationale, qui rendent des comptes, eux aussi, et c'est avec leur appui que je voudrai, pour la suite, faire des choses», a dit hier le ministre Boisclair avant d'attribuer, dans un élan de générosité inattendu, le mérite de sa bienveillance à l'égard des trois villages précédemment nommés à une députée du camp adverse. Ok, Madeleine. J'ai le coeur attendri. Mais que je ne vous entende plus dire qu'on fait juste à notre tête et qu'on écoute personne.

L'altruisme en politique cache souvent un piège. En dévoilant quelques discussions privées, M. Boisclair a ouvert un peu plus son jeu.

«Il faut que je vous dise des choses. Au-delà des points de vue politiques répercutés à l'Assemblée nationale et de ceux qu'on voit dans les journaux, il y a plusieurs députés libéraux qui ne s'émeuvent pas d'un regroupement dans leur propre circonscription. Quand j'ai fait le regroupement de Sutton et du Canton Sutton, je l'ai fait avec une certaine complicité du député libéral (Pierre Paradis). D'autres regroupements qui seront bientôt annoncés auront été menés avec le silence complice de certains députés libéraux, qui voient là une très bonne chose pour leur communauté», a rapporté le ministre durant son discours.

Irez-vous jusqu'à nous révéler que le député de Sherbrooke, et chef du Parti libéral, Jean Charest, se serait déjà échappé, qu'il vous aurait déjà encouragé en secret à procéder à la fusion dans Sherbrooke malgré les protestations à l'époque des maires de la banlieue, ai-je demandé au ministre en conférence de presse.

«J'ai déjà lu un article d'un hebdo de la Rive-Sud racontant que M. Charest aurait avoué qu'il ne s'était opposé aux fusions que par opportunisme politique. Je ne sais pas si c'est vrai, mais je peux vous envoyer l'article», a proposé le ministre avec cynisme.

Au lieu de trois petits points de commérage, il a complété sa phrase avec quelques mots assassins. «J'ai quand même hâte d'entendre M. Charest parler des fusions devant la Chambre de commerce de Montréal».

Ce qui se dégage de tout cela: c'est un peu, même beaucoup, électoraliste d'aller au congrès de la FQM dire à un groupe d'élus municipaux appréhendant un coup de masse que le gouvernement aura la main plus souple.

Le langage à double sens est, lui aussi, à saveur électorale. Avant de penser à réinventer le Québec, peut-être auriez-vous pu être d'accord, M. Charest, à ce que l'on commence par réinventer les villes, évoque en sous-entendu le ministre Boisclair. D'autant que le vent des fusions municipales commence à porter par lui-même.

Jean Charest est mieux de s'entraîner à parer ce job qui lui sera souvent destiné au corps et au menton durant la prochaine campagne électorale. Le discours de M. Boisclair n'était sûrement que le début d'une série de confidences. Et d'une certaine vengeance.

Ça me dit de rire

Pauvre François Legault, tout lui passe vraiment sur le dos. En plus d'essuyer des blâmes à répétition pour les ratées dans la santé, il pourrait être tenu directement responsable du déménagement des Expos !

Les dirigeants des Ligues majeures s'apprêtent à invoquer que si un médecin du Québec doit parcourir 350 km pour effectuer un quart de travail à l'urgence d'un hôpital de Saguenay, il n'est pas incongru que les adversaires des Expos traversent l'océan et franchissent 1000 km pour une série de trois matchs à Puerto Rico. Comment protester devant une logique aussi cartésienne?

MURALE

Suite de la page A1

mots, affairée qu'elle est à retoucher un brouillon, en préparation du sprint qui commence.

L'assurance des artistes a été gonflée par l'emballement du public, littéralement séduit par le tableau qui «meuble» avec des références du passé un immense mur auparavant sans éclat; s'ils ont des craintes, c'est qu'ils bifurquent vers un spectre artistique qui sollicitera davantage l'imaginaire.

«Notre première murale avait des lignes très mathématiques, des traits horizontaux et verticaux pour reproduire les immeubles d'une autre époque. Ce que nous proposons, cette fois, est du développement plus créatif, plus figuratif», décrit le coordonnateur du projet, Serge Malenfant.

«Le public n'aura pas beaucoup de points de repère. Les effets en trois dimensions ne seront plus là, il y aura davantage de jeu avec les perspectives», renchérit Raymond Laperrière.

Les artistes ont eu beaucoup d'hésitation avant d'autoriser la publication de leur première esquisse exploitant le thème «d'avant la colonisation».

«C'est comme essayer d'expliquer un tour de magie avant de l'avoir fait durant un spectacle», rigole M. Malenfant. Le groupe accepte finalement que la population voit à l'avance.

Il s'agit d'une magnifique cascade d'eau coulant au milieu de rochers animés de silhouettes. Une conception de ce qu'était la rivière Magog encore sauvage; de l'époque des barrages de castors, qui ont cédé leur place aux barrages hydro-électriques; du cheptel d'orignal plus nombreux que celui des cerfs, du gros gibier pourchassé par le loup au lieu du coyote.

«Une fois que l'édifice Gabr aura été détruit et remplacé par un belvédère, de l'autre côté de la rue, les gens pourront entendre la vraie rivière coulant dans leur dos en regardant celle qu'ils ont sous les yeux. Cette dimension acoustique sera un beau complément» dit le coordonnateur.

La compagnie Olympec, qui est propriétaire de l'édifice à l'intersection Frontenac-Wellington, a demandé à ce que la murale soit rétractable.

«Nous avons contourné cet obstacle grâce à la compagnie Betflex, qui nous fournira des panneaux de béton flexible devant permettre la même adhérence de la peinture et la même préservation de l'oeuvre. Qui sait, cette collaboration débouchera peut-être sur d'autres applications pour chacun de nous», avance M. Malenfant.

Les artistes ont entrepris leur première murale avec des mitaines alors qu'il faisait encore froid ce printemps, mais l'été leur soufflait dans le cou. Cette fois, c'est l'hiver qui les poussera dans le dos.

«Nous nous fixons un mois pour réaliser la murale. Si c'est trop court, nous reprendrons au printemps. Cela impliquerait plusieurs inconvénients, enlever et remettre les échafauds, interrompre le courant d'inspiration des artistes, mais il n'y aura pas non plus de compromis sur la qualité», promet le chef de l'escouade de la séduction.



Imacom, Claude Poulin

Les artistes sherbrookois Raymond Laperrière, Serge Malenfant, Ève Leblond, Simon Gosselin et Geneviève Reesor entreprendront à compter de la semaine prochaine une seconde murale au centre-ville sur le mur nord de l'ancien bar La Maltonnière au coin des rues Wellington et Frontenac.

«TI-GARS» PLANTE

Suite de la page A1



«Ti-gars» Plante et d'autre *violoneux* de son époque. Dans l'ordre habituel: «Ti-gars» Plante, Wayne King, Dess King, Normand Racine, Alan Bailey et «Ti-blanc» Richard.

il est revenu occasionnellement au fil de sa carrière, le musicien-chanteur a pris la route des cabarets et des pianos-bars. Mais toute bonne chose a une fin et, après avoir roulé sa bosse un peu partout au Québec de même qu'aux États-Unis pendant 50 ans, toujours dans le monde du spectacle, «Ti-gars» Plante vient de rentrer à la maison. Pour de bon cette fois.

Il vient tout juste de s'installer, avec son épouse Diane, à Sherbrooke, la ville qui l'a vu naître et qui a fait de lui une figure avantageusement connue du monde du show-business. Et cette fois, il jure qu'il ne repartira plus jamais.

«En réalité, j'ai cessé de jouer dans les bars en 1994. C'est à ce moment que ma carrière publique a pris fin. J'en avais assez. C'était rendu qu'il y avait plus de verres d'eau qu'autre chose sur mon piano. Et les policiers attendaient les clients dans la cour lorsqu'ils sortaient du bar.

«De toute façon quand on a commencé à me demander des chansons de Céline Dion, j'ai compris que je n'avais plus d'affaire là...», raconte «Ti-gars» Plante.

Le globe-trotter, qui se souvient notamment d'avoir eu à déménager à 23 reprises en l'espace de 25 ans, dont cinq fois dans la même année, aura vécu toutes ces années au rythme de sa passion: la musique. Cela ne l'aura tout de même pas empêché de trouver le moyen de vivre une vie de famille à peu près normale, ce qui est plutôt rare dans le monde artistique. Encore plus pour les oiseaux de nuit.

Mariés depuis presque 38 ans, Diane et Jean-Denis Plante sont les parents de trois enfants et ils ont quatre petits-enfants. C'est d'ailleurs pour se rapprocher des leurs qu'ils ont décidé de rentrer au bercail et d'y rester.

- • - • - • -

La carrière de «Ti-gars» Plante a débuté dès l'âge de 15 ans.

«Lévis Bouliane, qui livrait le pain dans ce temps-là, habitait en face de chez moi. Comme je savais lire la musique, il me demandait souvent d'aller chez lui pour faire de la musique avec lui. Un jour, il m'a demandé si je voulais l'accompagner au Théâtre de Disraëli pour aller voir le spectacle de «Ti-blanc» Richard. C'était trois ans avant l'ouverture de CHLT-TV», se souvient «Ti-gars» Plante.

À l'entracte, ce dernier s'était permis d'aller voir «Ti-blanc» Richard pour lui faire une suggestion. «Monsieur Richard, vous devriez ajouter une basse à cordes à votre groupe», lui avait conseillé ce jeune blanc bec qui était en mesure de jouer huit instruments de musique différents.

La suggestion n'est pas tombée dans l'oreille d'un sourd. Peu de temps après, «Ti-blanc» Richard faisait l'acquisition d'une contrebasse. Et le 27 novembre 1953, «Ti-gars» Plante se joignait à l'orchestre de «Ti-blanc». À partir de ce jour-là, «Ti-gars», surnommé ainsi parce qu'il était le seul garçon d'une famille de sept enfants, est devenu l'ombre de «Ti-blanc».

«J'étais comme son fils», dit-il.

«On jouait quatre soirs par semaine et ça me donnait 5 $ par soir», se souvient-il.

Puis, le 12 août 1956, CHLT-TV ouvre ses portes. Et c'est à un trio américain, le trio Dentey, alors en vedette au populaire cabaret Flamingo de la rue Wellington sud, que CHLT-TV confie les deux premières pièces musicales jamais jouées à la télévision sherbrookoise.

«Nous sommes entrés en ondes tout de suite après le trio Dentey», se rappelle-t-il.

C'était là le début d'une grande et belle aventure. Une aventure qui a apporté la célébrité, certes, mais nullement la richesse comme d'aucuns pourraient être portés à le croire, puisque *«Ti-blanc» Richard et ses joyeux copains* n'étaient pas payés pour jouer à la télévision. À tout le moins pendant les premières années.

«Un jour, «Ti-blanc» était allé demander à M. Jacob Nicol, le fondateur de CHLT-TV, cinq dollars par émission pour chaque musicien et il avait essuyé un refus. M. Nicol avait dit à «Ti-blanc»: regarde dehors, y'a plein de gars qui attendent juste d'avoir votre chance et de prendre votre place...»

Ce jour-là, raconte «Ti-gars» Plante, «Ti-blanc» avait jugé préférable de ne pas insister...

- • - • - • -

«Ti-gars» Plante a aussi déjà fait partie de l'Orchestre symphonique de Sherbrooke à l'époque de Sylvio Lacharité. Il a même commis quelques disques: un 78 tours, trois 45 tours, un 33 tours et même un disque compact il y a cinq ans.

Compositeur de musique, il a publié en 2001 *Jean-Denis «Ti-gars» Plante, Volume I*, un recueil de 47 de ses compositions originales.

Encore aujourd'hui, il compose des musiques à l'ordinateur.

Mais sa vie, c'est tout de même dans les pianos-bars qu'il l'a vraiment gagnée. À des heures où sa femme et ses enfants dormaient.

«Moi, je n'ai jamais été un bambocheur. Quand je finissais de travailler, une demi-heure après j'étais couché. J'avais une discipline. Je me levais toujours pour prendre le déjeuner avec les enfants. Les cafés-cognac, je laissais ça à ceux qui ne se couchaient pas.»

L'heure de la retraite ayant sonné, «Ti-gars» Plante touche quand même à ses instruments encore régulièrement. Avec ses copains de toujours, il organise même encore des soirées de violon. Juste pour le plaisir.

«La musique, c'est ma vie, lance-t-il. Et si j'avais à recommencer cette vie, je la voudrais en tout point pareille.»

La manif frôle l'affrontement

Vidéotron et Secur: même combat

David Bombardier
dbombard@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

La manifestation de solidarité des syndiqués de Vidéotron et de Secur a bien failli mal tourner, hier midi, à l'intersection de la rue King Ouest et du boulevard Jacques-Cartier. Un camion de Secur conduit par un briseur de grève est passé à quelques mètres de la soixantaine de manifestants et s'est même arrêté tout juste à côté du petit groupe pendant quelques minutes, en raison des feux de circulation.

Piqués au vif, la dizaine de syndiqués de Secur ont fermé les poings et de nombreux majeurs pointaient vers le ciel. Un syndiqué a tenté de se rendre devant le camion pour lui bloquer le passage, mais des policiers qui escortaient les manifestants l'ont rapidement raisonné.

«Scab, on te reconnaît! Tu n'as pas de conscience du tout!» a vociféré le porte-parole des syndiqués sherbrookois de Secur, Yves Rodrigue. Un autre syndiqué a pour sa part indiqué son désir de placarder le pare-brise du camion à l'aide de pancartes. «Comme ça, il n'aurait pas eu le choix de descendre du véhicule», a-t-il avancé, sans pour autant passer aux actes.

Triste hasard ou provocation, cette apparition du camion? Fait intéressant: un second camion banalisé, qui suivait de près le premier camion, était conduit par un briseur de grève qui... filmait les manifestants avec une petite caméra!



Imacom, Claude Poulin
Un camion de Secur conduit par des briseurs de grève a échauffé bien des esprits, hier midi, lors de la manifestation des syndiqués de Secur et de Vidéotron.

So-so-so, solidarité!

La marche avait tout de même débuté dans le calme dès midi, devant le local de la FTQ, rue King Ouest. Les manifestants, parmi lesquels se trouvaient une quarantaine de syndiqués de Vidéotron en lock-out depuis quatre mois et demi, ont d'abord effectué un premier arrêt devant l'édifice Desjardins, près du boulevard Jacques-Cartier, et se sont ensuite rendus près du Superclub Vidéotron, coin King Jacques-Cartier.

«Les scabs armés, ça n'a pas de bon sens! On veut nos jobs au plus sacrant!» scandaient les manifestants. Ou encore: «Solidaires contre Desjardins, le mouvement des Séraphins».

Si la manifestation visait avant tout à attirer l'attention sur ces deux conflits de travail qui durent depuis le début de l'été, elle a aussi servi à rappeler que l'Estrie est à «l'avant-dernier rang des salaires moyens payés au Québec», au dire du président du comité régional de la FTQ, Fernand Dascanio. Ce dernier est aussi membre du comité de coordination de l'organisme Solidarité populaire Estrie, qui organisait la marche de solidarité.

«Si ces conflits ne se règlent pas, ça montre aux employeurs qu'ils peuvent baisser les salaires, estime M. Dascanio. Et quand les salaires diminuent, le salaire minimum se maintient à un bas niveau.»

La manifestation d'une demi-heure, en pleine heure du midi, a évidemment perturbé la circulation, puisque toutes les voies allant dans la même direction étaient utilisées par les manifestants. Les automobilistes ont cependant fait preuve de solidarité, nombreux étant ceux qui ont fait retentir leur klaxon.

Un chauffeur d'autobus de la Société de transport de Sherbrooke, dont le syndicat négocie présentement une nouvelle convention collective, a aussi fait aller son klaxon en signe d'appui, tout comme un cameraman de TVA, réseau détenu par Quebecor au même titre que Vidéotron.

Les ponts Aylmer et St-François fermés une petite heure

La Tribune
SHERBROOKE

Les ponts Aylmer et Saint-François seront fermés temporairement et partiellement demain (dimanche 29) durant l'événement-bénéfice *La Course de canards* du Musée de la nature et des sciences.

Ainsi, dimanche, le trottoir et une partie du pont Aylmer seront fermés de 12 h 15 à 13 h 30 afin de permettre de larguer les canards. Puis, le trottoir de la voie sud du pont Saint-François seront fermés de 13 h à 14 h pour l'aménagement d'un tribune d'accueil pour la fin de la course.

La population pourra se rendre dans le parc Saint-François dès 11 h où de l'animation sera au rendez-vous tout comme les pique-niques.

CENTRE DE RÉADAPTATION JEAN-PATRICE CHIASSON / MAISON ST-GEORGES
TOXICOMANIE SANTÉ MENTALE

Séance publique annuelle d'information 2001-2002

Le Centre de réadaptation Jean-Patrice Chiasson / Maison St-Georges tiendra sa séance publique annuelle d'information pour l'exercice 2001-2002 à la date suivante :

Date : 10 octobre 2002
Heure : 18 heures
Lieu : Centre Jean-Patrice Chiasson
1270, rue Galt Ouest,
salle 227 au 2e étage
Sherbrooke

Il y aura présentation du rapport d'activités, du rapport financier de même que du rapport sur l'application de la procédure d'examen des plaintes.

Gilles Gilbert
Président du conseil d'administration
81020

Nouveau spécialiste
SUZUKI
en Estrie
GARAGE RENÉ JACQUES
GARAGE RECOMMANDÉ CAA
AUTOPRO
Stéphane Hébert, technicien diplômé
7110, boulevard Bourque Deauville
(819)864-4278
79535

Du poids à perdre ?
Une santé à refaire ?
Mieux se nourrir pour mieux maigrir
• Perdez du poids tout en mangeant à votre faim.
• Obtenez un regain d'énergie tout en perdant du poids.
• Reprenez votre santé en main...
- Cholestérol élevé
- Diabète
- Problèmes menstruels
- Migraine
- Hypoglycémie
- Hypertension
- Problèmes digestifs
Téléphonez maintenant pour un rendez-vous
821-3646
PREMIÈRE CONSULTATION GRATUITE
Centre nutrition Santé
BIOLIGNE
80790
4777, boul. Bourque, Rock Forest

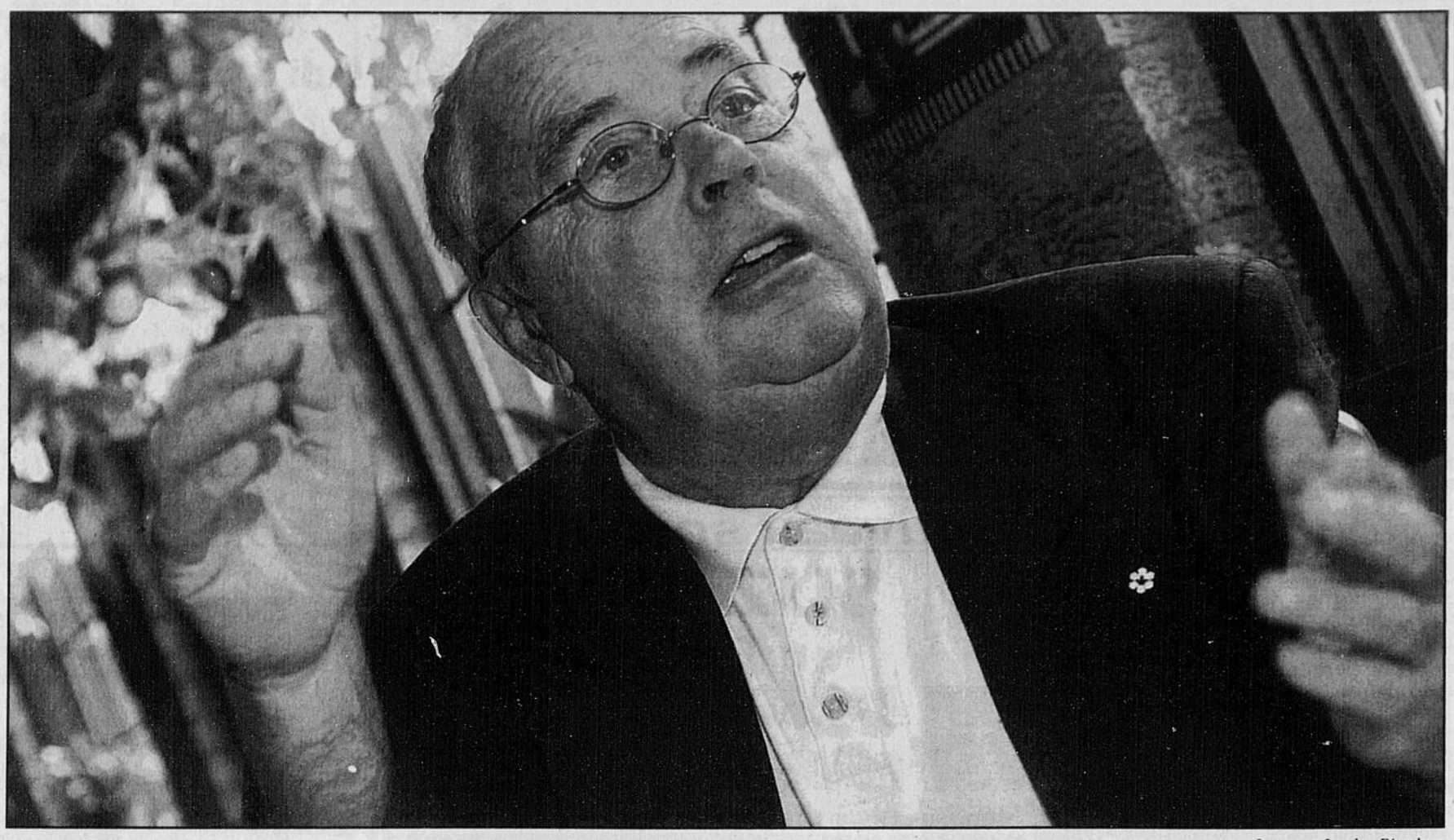
Alerte à la rouille!!!
Pourquoi... un antirouille ?
chez
ANTI ROUILLE automatisé
Venez voir nos installations...
une visite vous convaincra
L'AMI DANIEL inc.
1466, rue Denault
Sherbrooke (Québec)
(819) 829-0757
À partir de 59 95$ selon la grosseur
- Parce que nous sommes la seule compagnie au Québec à vous offrir une huile «thixotropique» c'est-à-dire une huile qui ne coule pas.
- Parce que notre huile exclusive pénètre le métal, s'infiltre dans les moindres recoins et fissures de votre automobile.
- Pour la qualité et les propriétés exceptionnelles de notre traitement annuel, qui s'applique aussi bien à un véhicule neuf qu'à un usagé.
- Parce que notre application est faite à la main en votre présence par des professionnels ayant reçu une formation spécialisée de «Antirouille Automatisé».
- Parce que nous possédons un équipement unique qui défi toute compétition, plus de 70 points d'injections seront traités sur votre véhicule en moins de 30 minutes et de façon écologique.
- Recommandé par diverses associations pour automobiliste et carrossiers depuis 1988.
- Parce que tous les autres produits antirouille tels que graisses, gels ou cires contiennent une molécule qui épaissit le produit et qui l'empêche de pénétrer le métal, alors que «Antirouille Automatisé» vous offre un produit qui pénetre le métal en empêchant l'air et l'humidité d'oxyder la surface protégée.
ÉTUDE EN LABORATOIRE FAIT PAR DES CHIMISTES POUR ANTI ROUILLE automatisé
RENDEMENT D'EFFICACITÉ %
95% HUILE, 65% GRAISSE, 60% GRAISSE GRAPHIQUE, 48% GEL/CIRE, 38% AUTRES
1er CHOIX
L'huile a le plus grand pouvoir pénétrant. C'est le traitement le plus efficace si appliqué à chaque année.
www.antirouilleautomatise.com
79838

SCIES à chaîne CLAUDE CARRIER
Venez voir les nouveautés 2003
Vente Service Réparation
Garantie prolongé de 3 ans ou Treuil Warn 2 500 livres POUR 0$
FINANCEMENT DISPONIBLE
ARCTIC CAT®
PLUS, POUR ALLER PLUS LOIN
PLUS INSTALLATION à l'achat d'un VTT neuf
www.scie-carrier.com
45, rue Craig, Cookshire
875-3847 - 1 800 909-3847

- HUGO BOSS - VERSACE - STRELLSON - TOMMY HILFIGER - NEW-MAN - LACOSTE - MARLBORO - COTTONFIELD - SWISS ARMY -
Toutes nos collections Automne-Hiver sont arrivées!
NAUTICA - REPORT - NAVIGARE - GREG NORMAN - NEW MAN - LACOSTE
ROGER LABONTÉ
55, rue King Ouest, (819)562-0885
Ouvert le dimanche de 12 h à 16 h
Centre-ville Sherbrooke
Boutique ALEXCLUSIF
59, rue King Ouest, (819)562-7945
Stationnement gratuit à l'arrière
79836

Point de mire

Grande entrevue



Imacom, Jocelyn Riendeau

Heureux qui comme Ulysse



Gilles FISETTE

Heureux qui, comme Gilles Houde, a beaucoup voyagé.

Facile, en effet. Mais, vraiment, il était trop tentant de parodier Homère pour entamer le portrait du chroniqueur de voyages de *La Tribune*. L'homme a non seulement roulé sa bosse un peu partout dans le monde, il a aussi tout un parcours professionnel.

Gilles Houde a été - tour à tour et quelquefois tout en même temps - gestionnaire d'équipements sportifs, professeur d'éducation physique et conseiller de ministre. Il a été dix ans député. Il a été propriétaire d'un camp de vacances, animateur d'émissions de variété et de quizz, chroniqueur et journaliste. Il a été délégué à l'Office du tourisme à Paris, membre du comité organisateur des Jeux olympiques. Et j'en passe et j'en oublie.

Il a connu tout le monde. Il suffit de lui ouvrir une porte et le voilà lancé, le discours plein d'anecdotes savoureuses où, au détour, peuvent survenir Dave Brubeck, Jean-Pierre Ferland, Jean Lesage, René Lévesque, Robert Bourassa, le père de La Sablonnière ou Paul Gérin-Lajoie, l'honorable PGL, le diplômé d'Oxford à qui Gilles Houde voue encore le plus grand respect.

S'il met PGL sur un piédestal, il élève au Panthéon Winston Churchill, son héros qu'il entendait, tout jeune, à la radio.

Gilles Houde est un féru d'histoire et de biographies. Il a tout lu sur le lord anglais.

«Winston Churchill est le plus grand homme du siècle précédent. Peu de gens savent qu'en plus d'avoir été premier ministre et chef de guerre, il a été un dessinateur de jardins extraordinaire. Il a décroché un prix Nobel de la littérature pour son histoire de la Deuxième Guerre mondiale. Il peignait aussi... Quand j'étais jeune, lors de la déclaration de la guerre, en 1939, Churchill faisait des discours qu'on pouvait entendre à la radio. Mon père était captivé par tout ce qui se passait en Europe. Churchill avait un bon sens de l'humour et il imitait Hitler et Mussolini. J'ai grandi avec l'idée que Churchill était un grand homme. Et, un jour, alors que j'effectuais un stage à Paris. J'étais avec ma femme, à mi-chemin entre Paris et Bruxelles lorsque nous avons entendu à la radio que Churchill venait de mourir. Je suis revenu immédiatement à Paris. J'ai sauté dans le premier avion. J'avais un ami d'enfance, un ingénieur, Gilles Gascon, qui demeurait à Londres. Je lui ai demandé de m'héberger. Ainsi, j'étais là, sur place, pour les funérailles et j'y ai vu toutes les têtes couronnées d'Europe...»

Il y avait de quoi être impressionné quand, comme Gilles Houde, on est né et a grandi au 8446 Berri, dans le nord de Montréal, près de Crémazie.

«J'ai tué mon grand-père»

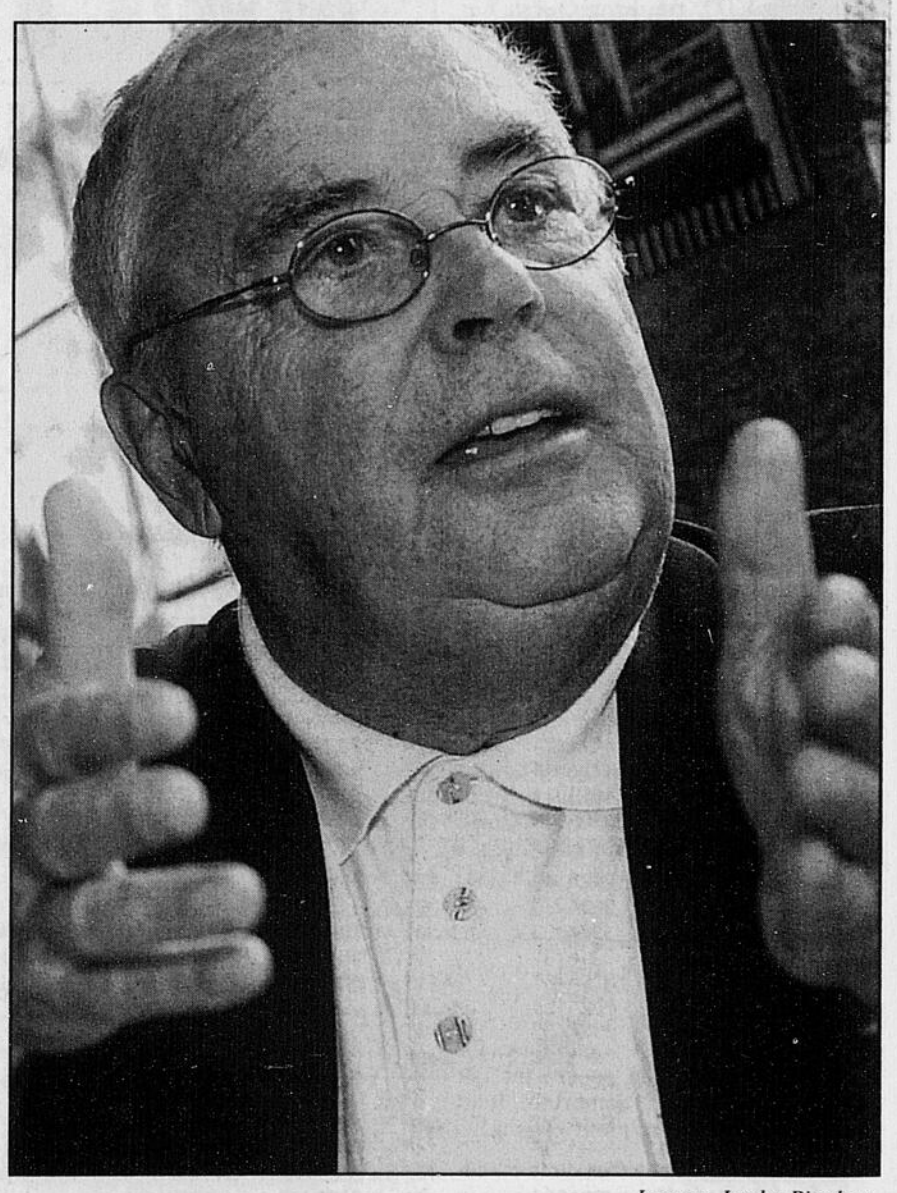
«Quand je suis venu au monde, j'ai tué mon grand-père. C'était un homme célèbre, un savant professeur de musique. Charles-Édouard Houde. Mon grand-père est venu me voir à l'hôpital. Il a eu un choc, sans doute parce que j'étais trop beau. Il est retourné chez lui et il est mort, après le lunch en jouant aux échecs... Mon père (cousin de la fesse gauche de Camilien Houde qui a été maire de Montréal) était violoniste mais pour gagner sa vie, il était spécialiste de la soie, dans la maison de gros Mark Fisher qui était installée où s'élève maintenant la Tour de la bourse. C'est de là, un septième étage, devant les grandes fenêtres, que j'ai vu passer le roi Georges VI et les deux princesses, dans leur beau carrosse doré... Mais, tout cela dit, nous n'étions pas riches. Nous étions même pauvres. Mes parents ont toujours multiplié les emplois, ma mère faisait des lavages et des planchers, pour que leurs trois gars puissent faire des études.»

Sportif et nageur émérite, il a fait partie de la première équipe de sauvetage des piscines de l'Île-Sainte-Hélène.

Par la suite, il a fait partie de la première cohorte de Québécois francophones à fréquenter la première école d'éducation physique, une école bilingue. Par la suite, il a complété sa maîtrise à l'Université de la Floride, en récréologie, à une époque où personne au Québec savait ce que cela voulait dire.

La politique

«Mon passage en politique vient du fait que j'ai été littéralement séduit par Jean Lesage. Moi, je n'ai jamais été pâmé devant des artistes, devant des chanteurs. Mais j'ai toujours admiré les grands orateurs.»



Imacom, Jocelyn Riendeau

Il a proposé ses services. Un jour, Paul Gérin-Lajoie l'a pris sous son aile. Il est devenu conseiller technique. Puis, en 1966, on lui a proposé le comté de Fabre, sur l'île Laval. Il a gagné. Il est devenu l'honorable Gilles Houde. Le «ti-cul de la rue Berri» se souvient encore aujourd'hui, avec émotion, de la fierté qui illuminait les yeux de ses parents, ce soir-là du 5 juin 1966.

Il sera député de Fabre jusqu'à l'élection générale de 1976. Il sera battu par un certain... Bernard Landry. «Mais en fait, j'ai été battu par René Lévesque et par la vague du PQ», nuance-t-il.

Homme à multiples facettes, Gilles Houde a mené également - et encore maintenant - une carrière remarquable dans les médias, tant à la radio qu'à la télévision et dans les médias écrits.

Tout a commencé parce qu'il a eu le front d'approcher Michel Normandin, LE Michel Normandin qui s'apprêtait à décrire un match de football, à Ottawa. C'est ainsi qu'il est devenu chroniqueur puis animateur tant à Radio-Canada qu'à Télé-Métropole, en plus de prendre la plume pour des quotidiens.

«Michel Normandin était descendu pour fumer une cigarette. Il cherchait ses allumettes. J'ai mis en pratique ce que ma mère qui ne savait ni lire, ni écrire, nous disait toujours, avec son gros bon sens: mes petits gars, quand vous êtes placés dans un courant d'air, si vous êtes pas capables d'attraper le rhume, toussez au moins... C'est de la haute philosophie. Michel Normandin était mon courant d'air. À moi d'en profiter. Ce que j'ai fait. Je lui ai tendu mon briquet.»

Gilles Houde

«Mes parents ont toujours multiplié les emplois, ma mère faisait des lavages et des planchers, pour que leurs trois gars puissent faire des études.»

Repères

– Né le 23 avril 1932, à Montréal

– Diplômé en récréologie de l'Université de la Floride

– De 1957 à 1962, directeur d'éducation physique, des sports et des loisirs à la Commission scolaire Jacques-Cartier et gérant général du Centre culturel et sportif des métiers de la construction

– Directeur des sports à la Palestre nationale et au Centre Paul-Sauvé

– De 1963 à 1966, conseiller technique de Paul Gérin-Lajoie, ministre de l'Éducation dans le cabinet Lesage

– 1966, élu député de Fabre, pour un premier de trois mandats. Il sera battu, en 1976, par un nommé Bernard Landry

– Responsable auprès du premier ministre Robert Bourassa de la promotion des Jeux olympiques de 1976

– Journaliste, chroniqueur et animateur à la télévision et pour divers journaux

– Chroniqueur de voyages pour La Tribune

Jeu de la vérité

Passe-temps préféré: «Il y en a plusieurs. À l'intérieur, la musique et la lecture. L'écriture aussi. À l'extérieur, selon les saisons, le golf, le tennis, douze mois par année, et le ski alpin.»

Livre préféré: «Je suis un amateur des biographies. La vie est trop courte pour lire des romans. Je n'ai pas le temps. J'essaie de suivre les conseils d'un vieux professeur qui nous disait: ne lisez pas les bons livres; ne lisez que les très bons. Dans les grands spécialistes des biographies, il y a Jean Lacouture et son livre sur de Gaule. William Manchester qui a fait une biographie époustouflante sur Churchill.»

Musique préférée: «Le jazz et la musique des big band, les Glenn Miller, Duke Ellington. Bennie Goodman... Je les ai tous vus à part ça. Jeune, je vivais à Montréal et tous les grands ensembles venaient à Montréal et jouaient au cinéma Séville, près du Forum... Dans un autre style, il y a Jean-Pierre Ferland, mon chouchou que j'ai connu quand j'animais avec d'autres *Jeunesse oblige*».

Film préféré: «Celui qui me vient, c'est *Le fabuleux destin d'Amélie Poulain*. Un peu parce que j'ai vécu à Paris durant cinq ans. La rue Mouffetard où le film a été tourné n'est pas sans me rappeler des souvenirs...»

Personnalité marquante: «Il y en a deux, trois. J'ai eu la chance d'entrer quelques années dans l'intimité de Paul Gérin-Lajoie et de Jean Lesage. Quand tu viens du 8446 Berri, que ton père gagne 40 $ par semaine et que ta mère en gagne autant à laver du linge, il y avait de quoi être impressionné...»

Événement marquant: «Quand j'ai obtenu mon baccalauréat. Juste voir les yeux de mon père et de ma mère, fiers de leur "ti-cul" diplômé d'une université, eux qui avaient multiplié les emplois pour faire instruire leur trois fils, Gilles, Jacques et Serge... Également, le soir de mon élection comme député de Fabre.»

Dans une autre vie: «Un peu comme PGL (Paul Gérin-Lajoie), j'aimerais travailler fort pour être une personne influente au plan international, dans une ONG, pour l'entraide...»

Animal préféré: «Le cheval. Pas un animal plus beau, plus brillant.»

Principale qualité: «Je pense que je suis foncièrement un bon gars. Je suis assez généreux, selon mes moyens. Ma principale qualité est aussi la franchise; je dis tout haut ce que l'on pense tout bas.»

Principal défaut: «Surtout depuis que j'ai 70 ans, je deviens peureux face à l'âge. Je ne peux plus compter par décennie, maintenant...»

Un nouveau vaccin testé à Sherbrooke

Denis Dufresne
SHERBROOKE

La région de Sherbrooke, par le biais du groupe Q et T Recherche, participe à une étude clinique internationale pour évaluer l'efficacité d'un nouveau vaccin contre le virus du papillome humain (VPH), la maladie transmise sexuellement la plus courante actuellement et qui est également reconnue comme la cause principale du cancer du col de l'utérus.

À l'échelle de la planète, plusieurs milliers de femmes âgées de 16 à 23 ans participent à cette étude, dont 260 au Québec, où cinq centres de recherche sont impliqués.

«À ce moment-ci, l'étude vise uniquement les femmes qui n'ont pas d'histoire de VPH et qui sont en bonne santé. On veut voir si ce vaccin peut prévenir les condylomes (une verrue qui apparaît sur les organes génitaux) et si cela peut aider à prévenir ce cancer, qui est l'un des plus courants chez les femmes», explique le Dr Marc Stében, une autorité nationale en matière de MTS.

Ce dernier, qui donnait hier une conférence à la Faculté de médecine de l'Université de Sherbrooke sur le VPH et le virus de l'herpès simplex, s'inquiète de la santé sexuelle des Québécois en raison notamment de phénomènes sociaux comme la précocité des premières relations sexuelles, l'échangisme, le tourisme sexuel et les raves.

L'étude, qui est déjà en cours à Sherbrooke, consiste en une série de trois vaccins répartis sur six mois, de même qu'en un suivi gynécologique à long terme (méthodes de dépistage améliorées, diagnostic et traitement des anomalies décelées, dépistage de MTS, etc.).

Deux médecins du centre Q et T Recherche, de Sherbrooke, Sophie Breton et Jean-Pascal Ouellet, mèneront l'étude à Sherbrooke.

«Pour l'Estrie, c'est une chance de pouvoir participer à cette vaste étude. Pour intervenir en prévention, il faut intervenir chez les personnes jeunes puisqu'en général on attrape le virus relativement jeune et on peut développer le cancer plus tard», signale le Dr Ouellet.

«Et ce qui très alarmant, c'est que 80 pour cent des infections chez les femmes sont acquises au cours des deux premières années de leur vie sexuelle», ajoute le médecin.

Le Dr Sophie Breton indique pour sa part que l'étude a débuté il y a trois semaines, mais que les femmes intéressées à participer peuvent encore s'inscrire, an composant le 562-0777.

«Il est important que le vaccin soit évalué de façon rigoureuse avant d'être disponible pour une utilisation générale. Santé Canada est responsable de l'approbation de ce vaccin et il y a bon espoir que celui-ci soit disponible dans quelques années», dit-elle.



Imacom, Martin Blache

Deux médecins du centre Q et T Recherche, de Sherbrooke, Jean-Pascal Ouellet et Sophie Breton, sont impliqués dans une étude clinique internationale sur l'efficacité d'un vaccin contre le VPH, la maladie transmise sexuellement la plus courante chez l'humain.

LOTO QUÉBEC — Résultats
TVA, le réseau des images

laMini — Tirage du : 2002-09-27

NUMÉROS	LOTS	NUMÉROS	LOTS
876508	50 000$	87650	1 000$
76508	5 000$	8765	100$
6508	250$	876	10$
508	25$		
08	5$		

LOTS BONIS

5 croisières* (non décomposables)
*Chaque croisière est échangeable contre un chèque de 5 000 $.

345A882 584A603 125B842 212B264 583B415

10 lots de 1 000 $ (non décomposables)
113A861 375A363 439A842 136B393 280B464
314A653 425A715 468A666 183B307 518B526

20 lots de 500 $ (non décomposables)
112A784 409A424 588A426 232B851 500B400
168A552 472A044 142B052 264B439 520B354
292A572 485A825 150B044 289B738 539B757
342A449 510A033 203B462 408B254 541B334

40 lots de 250 $ (non décomposables)
131A398 292A543 422A279 126B540 383B609
188A197 329A210 452A357 129B728 418B393
196A254 331A900 458A281 143B180 523B711
220A077 362A785 474A751 154B373 526B863
226A200 375A455 478A212 198B153 555B815
227A729 392A167 533A902 199B573 567B217
230A342 392A455 100B885 208B612 591B249
232A039 394A226 114B407 282B851 595B235

50 lots de 100 $ (non décomposables)
102A258 381A822 526A628 248B308 453B021
105A411 389A798 537A446 302B619 470B344
125A747 395A874 549A365 363B426 491B284
141A635 400A938 564A274 367B409 495B339
146A950 425A764 564A874 379B701 511B299
147A663 441A544 572A558 387B682 530B194
261A861 464A809 138B149 392B872 537B121
310A150 485A152 177B475 417B392 546B150
319A210 488A155 215B940 421B554 571B230
347A956 507A075 233B344 436B511 598B982

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Si vous avez un problème de jeu... MISE SUR TOI 1 866 SOS-JEUX

Des PORTES OUVERTES qui en ouvrent d'autres

Le jeudi 3 octobre, 18 h 30

Pour le programme
→ **Techniques de bureautique, spécialisation hypermédia**

- Témoignages d'anciens étudiants maintenant sur le marché du travail
- Rencontres avec les professeurs
- Visite des installations
- Information sur les cours débutant le 29 octobre

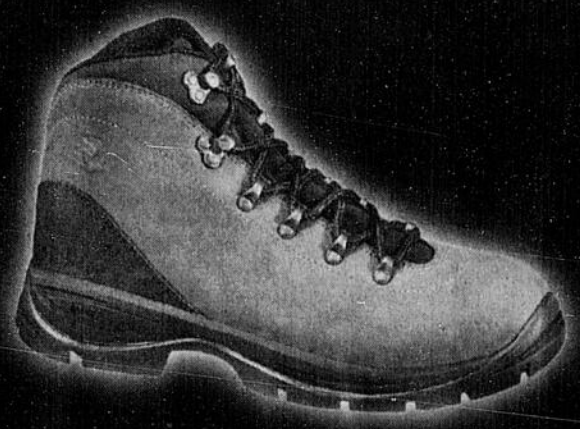
COLLÈGE DE L'ESTRIE
www.collegeestrie.com
1 888 346-5530

À gagner! LE 9, BIT inc.
Un ordinateur d'une valeur de 1 460 $!*
* Détails du concours au Collège de l'Estrie

Réservez au plus vite : 346-5000 Places limitées!

CIW AUTHORIZED ACADEMIC PARTNER — Authorized Academic Training Provider — Windows 2000 — A+ Network + — CompTIA — LINUXCARE UNIVERSITY — Microsoft Certified Technical Education Center — CCNA CISCO CERTIFIED — Novell
79799

PLEIN AIR, PLEINE LARGEUR

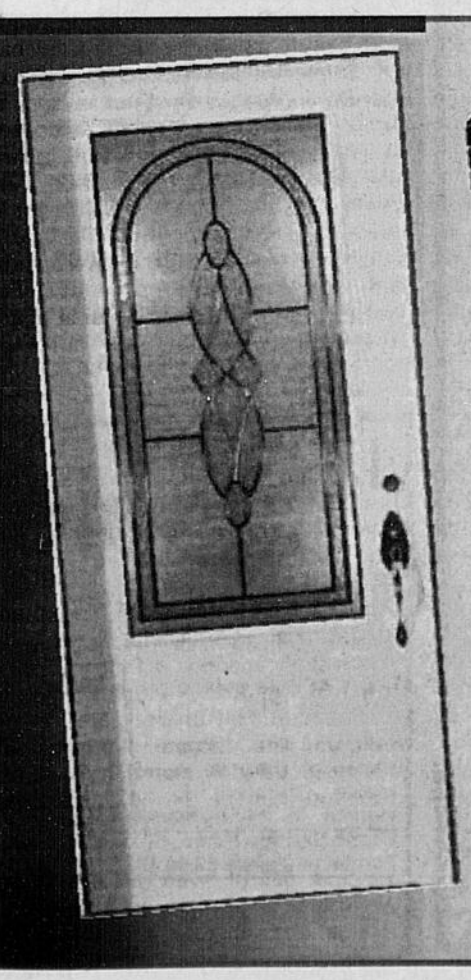


Dunham BOOTMAKERS 1885

Largeurs disponibles	Modèle	Catégorie	2A	B	D	2E	4E
	MH 6702 BR	Tout-aller					
	WR 6802 BR	Tout-aller					

En magasin — Disponible sur commande
Certains modèles pour hommes disponibles en pointure 7 à 18, pour femmes 6 à 13.

la randonnée Boutique Plein Air
NOUVELLE ADRESSE
2325, rue King Ouest, Sherbrooke 566•8882
81064



Des portes de garage fabriquées à Sherbrooke
Garex EXPERTS
Service d'urgence

MACKIE ESTRIE
Portes de garage
Portes de garage et ouvre-portes

Réparation de toutes marques
DU SOLIDE
depuis 40 ans
RBQ : 8253-4785-03

- VENTE
- SERVICE
- INSTALLATION
- RÉSIDENTIEL
- COMMERCIAL
- INDUSTRIEL
- PORTES D'ACIER
- FENÊTRES À BATTANT
- FENÊTRES À GUILLOTINE
- FENÊTRES COULISSANTES
- PORTES PATIO





(819) 566-7003
160, rue Léger, Sherbrooke Courrier électronique : mackie@qc.aira.com
80789

L'Escale «fête avec un sourire triste»

Laura Martin
lmartin@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Au début des années 70, trois mères monoparentales se réunissent. Dans une époque encore réfractaire à l'éclatement des familles et méprisante à l'endroit des femmes au parcours marginal, elles échangent sur leurs conditions de vie difficiles, tant sur les plans économique que social. La nouvelle de leur regroupement s'ébruite, si bien qu'en deux ans, elles sont plus d'une centaine à se joindre au trio pour partager leur expérience.

Les témoignages des dames s'avèrent troublants. Nombreuses sont celles qui subissent les menaces de maris alcooliques et violents, et qui se retrouvent sans logis. Sans hésiter, la nouvelle Association des familles monoparentales, dirigée par Laurette Giguère-de-Montigny, entreprend alors de créer un centre d'hébergement et de dépannage pour ces femmes à la recherche d'un toit. L'Escale ouvre ses portes officiellement en juillet 1977.

Vingt-cinq ans plus tard, la deuxième plus vieille résidence pour femmes violentées au Québec a toujours pignon sur rue. Malheureusement... «Notre but, c'est que la maison devienne désuète. Qu'il n'y ait plus de femmes à aider, qu'il n'y ait plus de violence. Je crois cependant qu'il nous reste un petit bout de chemin à faire avant d'en arriver là, avoue la directrice du centre, Denise St-Pierre, la sixième à occuper ces fonctions. C'est une fête avec un sourire triste que l'on souligne cette année!»


Denise St-Pierre

Des années de réconfort

Pendant ce quart de siècle de réconfort et de soutien, L'Escale a hébergé 4854 femmes en détresse ainsi que 3811 enfants, pour des séjours allant de deux à six semaines. «De ce nombre, il y a eu beaucoup de réussite. Environ 60 pour cent des femmes que nous avons accueillies ont quitté pour de bon leur mari violent. C'est important!» se targue celle qui dirige L'Escale depuis maintenant une décennie.

Si les huit chambres et les neuf appartements disponibles ont toujours connu un achalandage constant, le système d'écoute téléphonique a lui aussi été fort populaire au fil du temps, rejoignant quelque 15 000 personnes. «Chaque femme emprunte un cheminement différent, selon son rythme. Toutes ne sont pas nécessairement prêtes à changer leur vie ni à fuir leur mari. Le système d'appel leur permet de confier ce qu'elles vivent et de voir si c'est bel et bien de violence dont elles sont victimes», explique Denise St-Pierre.

En outre, les ateliers hebdomadaires qui se tiennent à L'Escale ont permis à de nombreuses femmes de briser leur isolement et leur culpabilité. «Les femmes s'y ouvrent les yeux et apprennent à mettre des noms sur les comportements auxquels elles sont confrontées. Elles s'aperçoivent aussi qu'elles ne sont pas les seules à être prises dans un cercle de violence», fait remarquer la directrice.

Journée de retrouvailles

Pour célébrer son histoire faite de pleurs et d'espoir, L'Escale organisera, le samedi 5 octobre en après-midi, une activité de retrouvailles pour les anciennes résidantes de la maison, ainsi que leurs enfants. «Quand les femmes quittent la résidence, elles ne sont pas encore très solides. En général, deux années sont nécessaires avant qu'elles atteignent un certain seuil d'équilibre. Nous voulons donc voir ce que chacune est devenue», raconte Denise St-Pierre.

Pour y participer ou avoir plus d'information, les femmes intéressées doivent contacter L'Escale au 569-3611.


Nous vous proposons une COMBINAISON GAGNANTE!
clic et vous
Oui... une langue, ça s'apprend
349,95$ et plus
Tél. (819) 822-2542
Agréé à Emploi-Québec
76840

2 compagnies d'assurances dans la mire de l'ACEF

SHERBROOKE

L'ACEF Estrie (Association coopérative d'économie familiale) se réjouit de la décision de la Cour supérieure de permettre à un citoyen de Knowlton, Charles K. Vaughan, d'intenter une poursuite en recours collectif contre deux compagnies d'assurances au sujet de contrats avec une option d'autofinancement des primes.

Cette poursuite, effectuée au nom de 14 000 détenteurs de contrats d'assurances des compagnies Canada Life et New York Life, vise à dédommager les personnes qui ont acquis ce type de contrats, très populaires dans les années 80 et 90.

Un grand nombre d'assurés ont dû continuer à payer leurs primes bien au-delà de la date prévue au contrat.

L'ACEF invite également toutes les personnes qui ont vécu un problème semblable à composer le 1-888-521-6820, ou encore à joindre le cabinet Lauzon Bélanger, qui représente M. Vaughan, au 1-800-287-8587.

Formation sur les extincteurs portatifs

René-Charles Quirion
SHERBROOKE

Dans le cadre de la Semaine de prévention des incendies qui se tiendra du 8 au 13 octobre, le Service de protection contre les incendies de la Ville de Sherbrooke organise des séances de formation sur le maniement des extincteurs portatifs.

Ces ateliers se tiendront en soirée, du 8 au 11 octobre, ou durant la journée les 12 et 13 octobre, à la salle 114 du centre Julien-Ducharme de l'arrondissement Fleurimont.

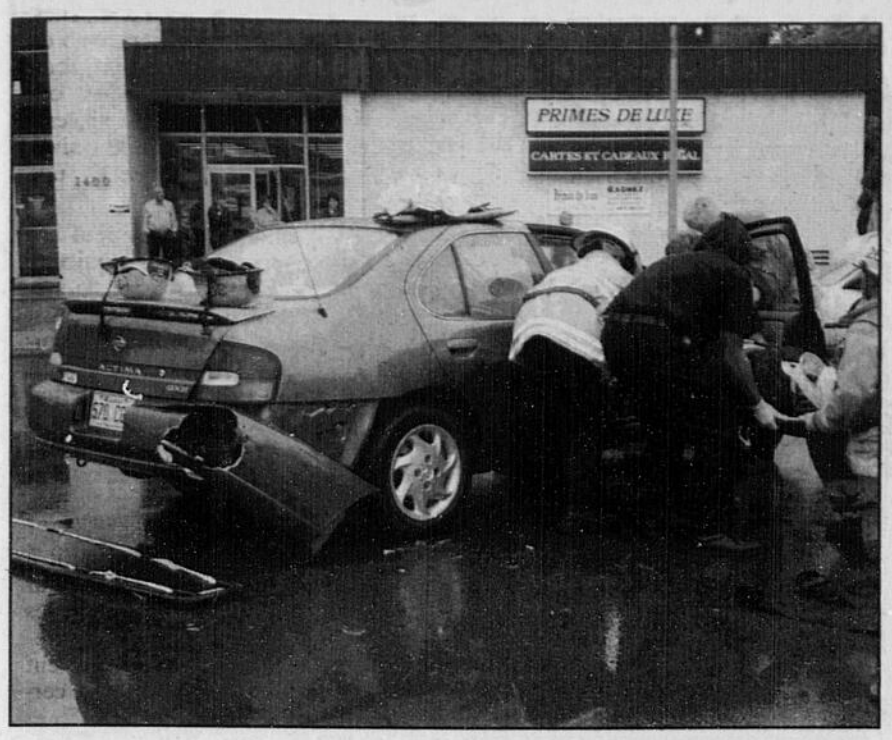
La formation d'une durée approximative d'une heure et demie comprend une partie théorique et des exercices pratiques. Pour être en mesure de prendre part aux exercices pratiques, les participants doivent apporter leur extincteur portatif. Ceux qui n'en possèdent pas, le Sérvice de protection contre les incendies recommande de s'en procurer un de cote 2A-10BC, 5 livres, chez un spécialiste.

Pour participer à cette clinique, il est possible de réserver auprès de Manon Saint-Cyr au 821-5517 sur les heures de bureau.


Centre du foyer. SEARS
Dernière semaine
rabais 25-50%
Parures de fenêtre Douglas^MD sur mesure choisies
Au choix: stores cellulaires, plissés, en bois et à enrouleur.
Stores Silhouette, Luminette, Vignette et Nantucket aussi en solde.
rabais 50%
Nos nouvelles collections de voilages sur mesure
Voilages sur mesure Sheer Romance, Sheer Fantasy et Sheer Harmony.
De plus, rabais 35% sur chutes et cantonnières sur mesure de la collection Boutique.
Sears fera faire l'installation par des entrepreneurs qualifiés. Supplément pour l'installation des tentures. Licence RBQ: 1281-5924-64
Avec la carte Sears,
vous avez 2 ans pour payer, sans intérêt,
tous les produits de rénovation du foyer, installés
Payez en 24 mensualités égales, sans intérêt, à partir du mois suivant l'installation. Avec la carte Sears seulement, sur approbation de votre crédit. Achat minimum: 200 $. Tous les frais et taxes applicables sont payables au moment de l'achat. Des frais de crédit s'ajouteront au solde de votre compte pour toute portion impayée d'un montant porté sur votre compte Sears, à compter du mois suivant. À l'exclusion des services à domicile. Offre en vigueur jusqu'au samedi 5 octobre 2002. Renseignez-vous.
APPELEZ LE 1-800-LE-FOYER^MD (1-800-533-6937)
24 HEURES SUR 24, 7 JOURS SUR 7.
Des produits et services de toute confiance^MD.
POUR UN DEVIS À DOMICILE, SANS OBLIGATION,
PASSEZ À VOTRE MAGASIN SEARS OU TÉLÉPHONEZ
ET DEMANDEZ LE TÉLÉPHONISTE N° 30.
Sears a été choisi le n° 1 de la rénovation au Québec pour la 9e fois consécutive.
Basé sur le sondage 'Nos Bâtisseurs de 2002' du Journal de Montréal daté du 9 mars 2002
SEARS*
PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU SAMEDI 5 OCTOBRE 2002
79679
NE095H5Q2
© 2002. Sears Canada Inc.

la Baie
RECTIFICATIF
Veuillez prendre note des corrections suivantes à apporter à l'annonce des **Jours la Baie** publiée par la Baie le 24 septembre 2002.
Collants fins Smooth Illusions de Hanes et Silky de Secret à 40 % de rabais. On aurait dû lire : **Offre en vigueur le 25 septembre seulement.**
Literie Springs Home. On aurait dû lire : **Format une place 69,99 $.**
Notre clientèle voudra bien excuser ces erreurs.
81875

Quatre blessés dans un carambolage



La Tribune, David Bombardier

Deux personnes âgées prenant place à bord d'une Nissan Altima, sont au nombre des quatre personnes blessées lors d'un carambolage survenu hier après-midi, rue King Ouest.

David Bombardier

SHERBROOKE

Un carambolage impliquant trois véhicules a fait quatre blessés mineurs, hier après-midi, sur la rue King Ouest en face du Bureau-Dépôt.

Une Nissan Altima, dans laquelle prenaient place deux personnes du 3e âge, s'était rangée dans la voie réservée aux virages à gauche. En voyant l'Altima ralentir, la conductrice d'une Hyundai Accent qui suivait a fait de même... et son véhicule s'est fait emboutir par une Dodge Caravan. Tel un domino, l'Accent est allée à son tour frapper l'Altima, aux environs de 14h30.

Les deux personnes âgées qui prenaient place à bord de l'Altima ont été conduites au CHUS par ambulance afin d'y soigner des blessures mineures, tout comme les deux jeunes filles d'une vingtaine d'années qui circulaient à bord de l'Accent.

Par chance, un jeune bébé qui était assis à l'arrière de l'Accent n'a pas été blessé, même si l'arrière du véhicule a été passablement enfoncé sous la force de l'impact. Visiblement inquiet, le père du bébé est arrivé en trombe sur les lieux, à la recherche de son poupon.

Selon deux témoins travaillant chez Entreprises Location d'autos, le conducteur du troisième véhicule (Dodge Caravan) est entièrement responsable de l'accident. Ironiquement, c'est le seul adulte à ne pas avoir été blessé, son coussin gonflable lui ayant probablement épargné une visite à l'hôpital.

Un nouveau service pour les personnes handicapées

Isabelle Pion
ipion@latribune.qc.ca

SHERBROOKE

Afin d'aider les personnes handicapées à traverser les dédales de la bureaucratie, l'Office des personnes handicapées du Québec a mis sur pied un service d'accueil-référence qu'elle souhaite faire connaître à sa clientèle.

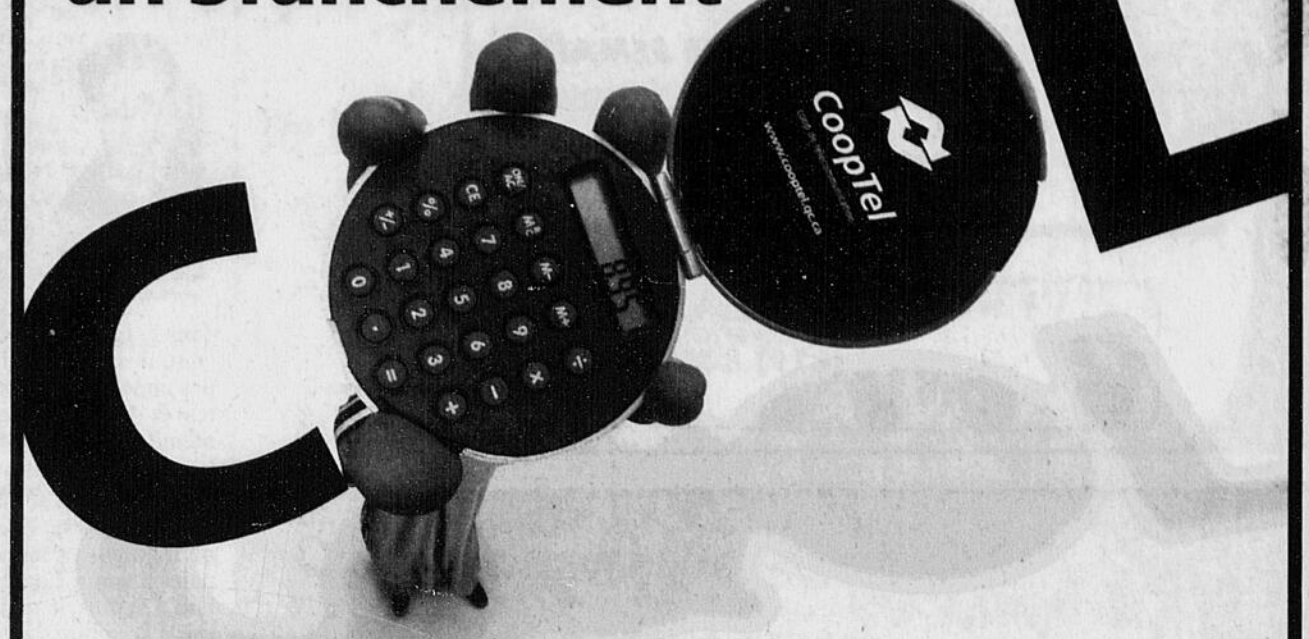
L'objectif visé: améliorer le soutien aux personnes handicapées, les informer adéquatement et les guider afin de favoriser l'accès aux services.

«Je me plais à dire que l'Office des personnes handicapées du Québec, c'est comme le Communication-Québec des personnes handicapées», explique la responsable régionale de l'Office, Jeanne-Mance Dallaire. On s'assure que la personne ait une réponse à ses questions dans un délai de 24 heures.»

Offert pour un éventail de domaines, ce service touche tous les aspects de la vie quotidienne des personnes handicapées, que ce soit l'adaptation au domicile ou les vignettes de stationnement, souligne l'agente d'accueil à la clientèle, Marie-Paule Rancourt, embauchée afin de veiller à ce volet. Cette aide s'adresse également aux «partenaires» des personnes handicapées, c'est-à-dire les intervenants des CLSC, les différents ministères et les associations.

L'objectif, rappellent les deux dames, n'est pas de réaliser toutes les démarches à la place de la clientèle, mais de l'aider à les entreprendre. Depuis presque un an, 600 interventions ont été réalisées.

Enfin, un branchement COOL



CoopTel : l'Internet avec juste des avantages

‹ Le tarif le plus bas dans l'industrie : à partir de 8,95 $ / mois en tout temps*
‹ L'accès à un réseau sans pareil
‹ Pas d'abonnement obligatoire
‹ Forfait illimité disponible
‹ Cette calculatrice gratuite aux nouveaux abonnés**

* Internet 56 kpbs ou Haute Vitesse là où la technologie le permet.
** Demandez les détails de cette offre à votre distributeur le plus proche. Pour tout nouvel abonné du 1er septembre au 19 octobre 2002, dans la limite des stocks disponibles, hâtez-vous!

CoopTel
coop de télécommunication
www.cooptel.qc.ca
Tél. : (450) 532-3141

Nos distributeurs :

ASBESTOS
› BSI Bureautique Solution Informatique Tél. : (819) 879-5170

COATICOOK
› Les Entreprises Informatiques G.B. Tél. : (819) 849-4448

COOKSHIRE
› Info M.R.C. Tél. : (819) 875-2222

MAGOG
› Simple Info Tél. : (819) 868-3338

RICHMOND
› Papeterie 2000 enr. Tél. : (819) 826-5851

ROCK FOREST
› D.B.B. Informatique Tél. : (819) 820-8218

SHERBROOKE
› CD-Ram Technologies inc. Tél. : (819) 565-4848
› CIK Informatique Tél. : (819) 822-0045
› Coop de l'Université de Sherbrooke Tél. : (819) 821-3599
› Faltec inc. Tél. : (819) 822-3777
› Média-Midi Tél. : (819) 564-9000
› Ordinausore Tél. : (819) 563-9383

WINDSOR
› Salon de l'Électronique Luc Rhéaume Tél. : (819) 845-3130

B1341

Les carreaux Fana
Depuis 40 ans!



Que vous préfériez le charme de la céramique, l'enchantement de l'ardoise, la robustesse de la pierre ou le prestige du bois... Créez avec passion le décor de vos rêves... En parfaite harmonie avec vos goûts!

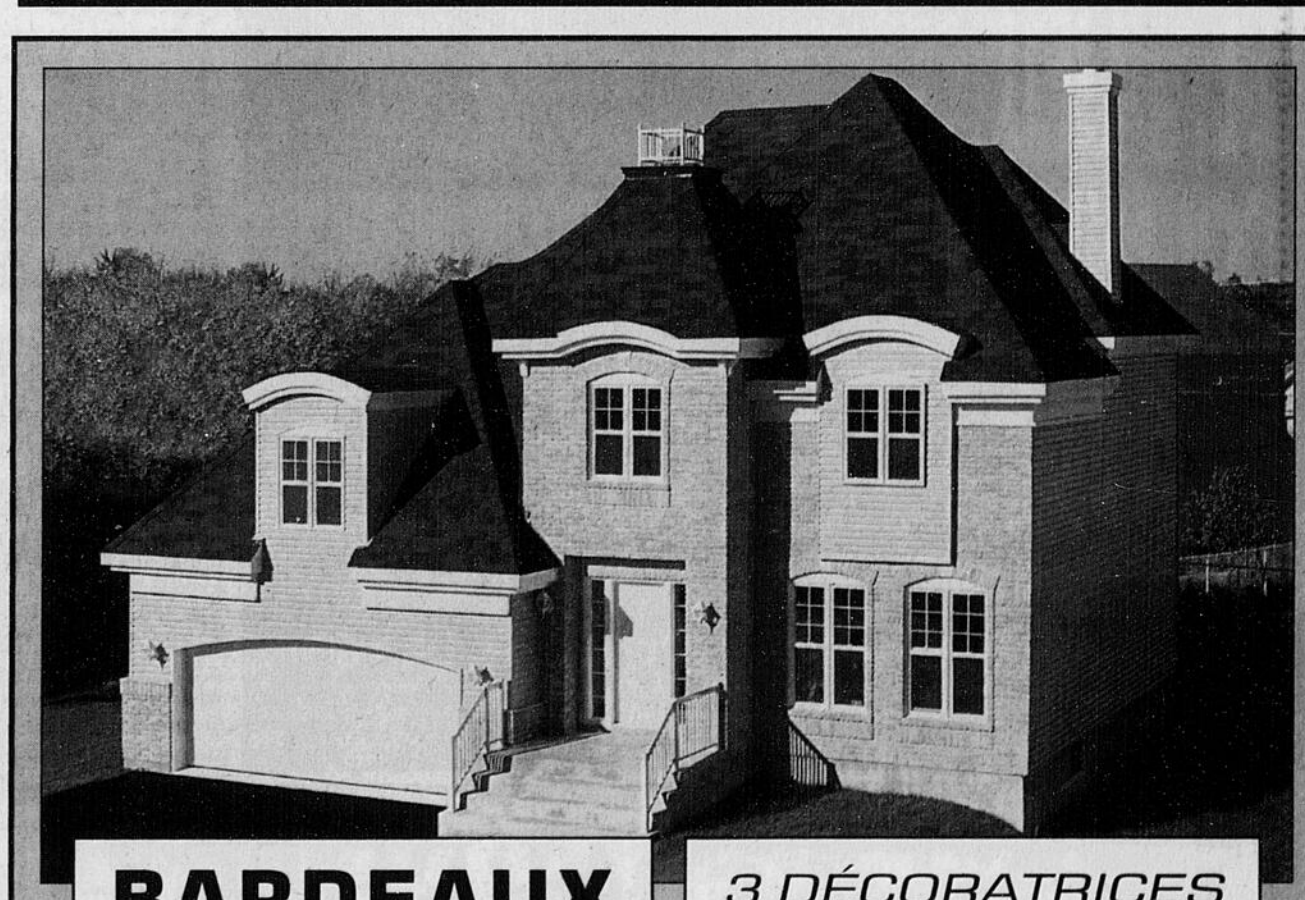
NOUVELLES COLLECTIONS
Venez voir nos nouveautés en boutique ainsi que nos nombreuses promotions.

jusqu'à 50 % de rabais sur items sélectionnés

Les carreaux Fana inc.
1400, 12e Avenue Nord,
Fleurimont (Québec)
(Dans l'édifice Fana Terrazzo)
Tél. : 563-4405

...Parce que vous n'avez pas tout vu!

79788



BARDEAUX
À PARTIR DE
14,49$ le paquet
70 couleurs et modèles en INVENTAIRE.

3 DÉCORATRICES SUR PLACE pour vous aider à choisir.

4 CAMIONS GIRAFES POUR LA LIVRAISON.

OUVERT LE DIMANCHE
Matériaux J. Anctil
L'expérience qui parle!
RONA Rénovateur
3110, Route 222, Saint-Denis-de-Brompton
(819) 846-2747
www.janctil.com
GRATTEZ LES RABAIS EN LIGNE
BP

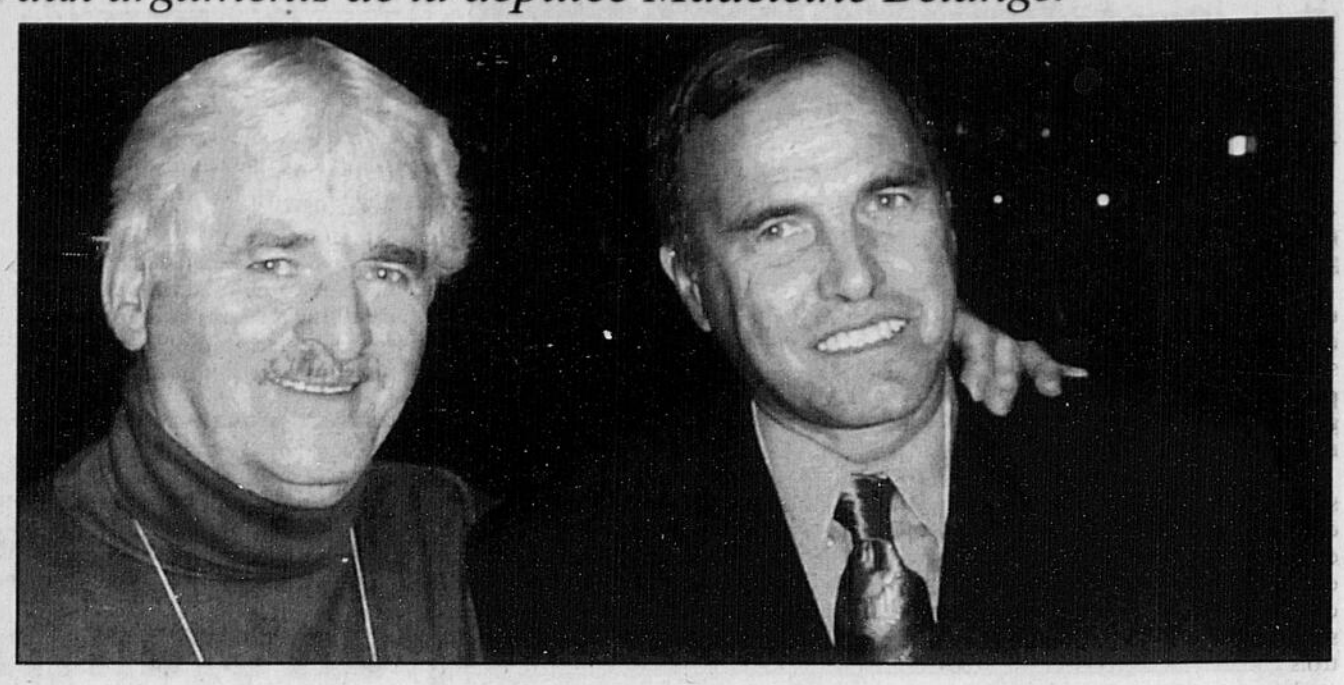
80835

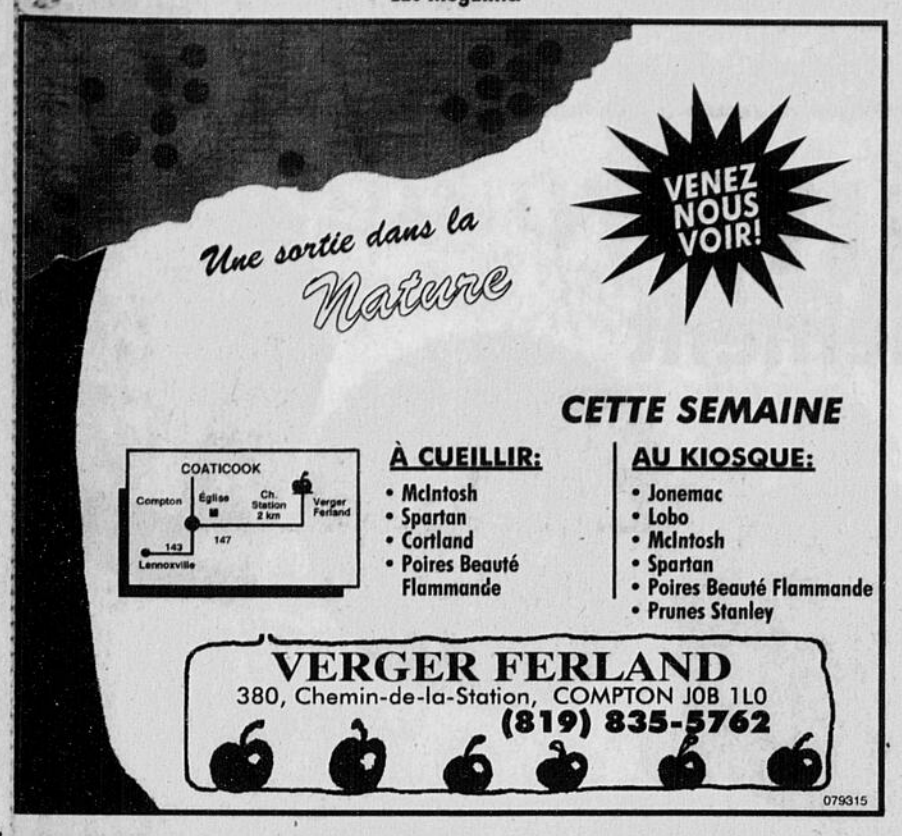
Pas de fusion forcée à Lac-Mégantic

Le ministre Boisclair se rend aux arguments de la députée Madeleine Bélanger

LA TRIBUNE AU CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS

Le ministre des Affaires municipales, André Boisclair, n'avait pas encore fini de prononcer son allocution que les maires Jacques Lalonde, de Marston, et Jean-Denis Cloutier, de Frontenac, célébraient leur joie d'avoir échappé avec Nantes à la fusion réclamée Lac-Mégantic.





llaroche@latribune.qc.ca
QUÉBEC

Le ministre des Affaires municipales du Québec, André Boisclair, a répandu la joie chez nombre d'élus municipaux de la MRC du Granit hier après-midi dans la vieille capitale. M. Boisclair a communiqué dans le cadre du congrès de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) sa décision de ne pas imposer aux municipalités de Frontenac, Nantes et Marston, une fusion avec Lac-Mégantic même s'il avait reçu une recommandation contraire de la Commission municipale du Québec.

Le cas de Lac-Mégantic est l'un des exemples que le ministre Boisclair a cités en exemple hier pour annoncer ses couleurs sur les fusions municipales à venir. La démarche devra provenir du milieu. De plus, le ministre prêtera une oreille attentive à l'opinion du député local..

C'est l'avis de la libérale de Mégantic-Compton, Madeleine Bélanger, qui a orienté la décision du ministre Boisclair et provoqué ce renversement de situation.

«À certains endroits, la fusion a été effectuée avec le silence complice de députés libéraux qui y voyaient une très bonne chose pour leur communauté. Dans d'autres cas, je rencontre une opposition farouche. C'est le cas de Lac-Mégantic, où Madeleine Bélanger m'a dit: André, ne le fais pas. J'écouterai Mme Bélanger et il n'y aura pas de regroupement à Lac-Mégantic», a exposé le ministre. Plusieurs délégués de municipalités de la MRC du Granit se sont levés pour applaudir chaleureusement.

La nouvelle avait commencé à couler la veille.

«Jeudi soir, j'ai rencontré le ministre et je lui ai dit qu'il devait absolument rendre une décision. Ça fait cinq ans qu'on est engagé dans toutes sortes de discussions complexes sur la fusion. Il m'a répondu, va te coucher en paix , tu vas avoir ta réponse dans mon discours», a commencé par relater Jean-Denis Cloutier.

«On pensait que c'était une mauvaise blague. Quand j'ai réalisé que c'était vrai, j'ai eu envie d'embrasser Jean-Denis. Ce gars-là s'est tellement battu, il a investi tellement de temps afin de nous permettre de conserver notre autonomie. Nous ne lui serons jamais assez reconnaissants», a louangé Jacques Lalonde, des propos flatteurs qui ont poussé M. Cloutier au bord des larmes.

La préfet de la MRC du Granit, Francine Blais, jubilait, elle aussi.

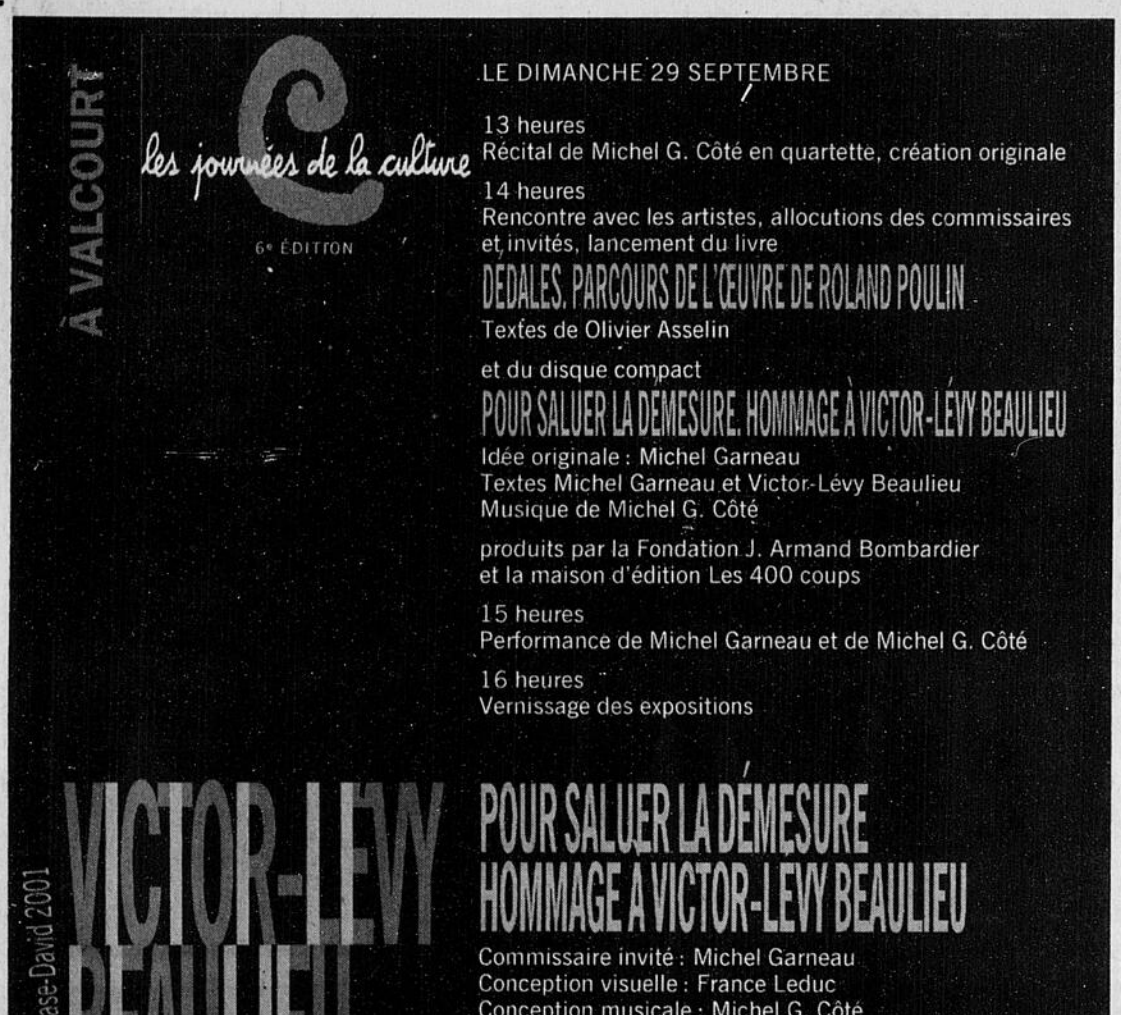
«C'est un gros poids qui nous est enlevé. La décision nous aidera à grandir ensemble, au sein d'une MRC renforcée qui n'agira pas que sous l'influence d'une ville qui aurait détenu pratiquement tous les votes autour de la table», a-t-elle dit.

Robert Benoit sera sollicité à Magog

Présent au congrès de la FQM à titre d'observateur, le maire de Magog, Marc Poulin, a saisi le message du ministre Boisclair.

«Le député d'Orford, Robert Benoit, détient la clef. C'est lui qui peut nous aider à progresser rapidement vers la fusion pour le plus grand bénéfice de tous les citoyens de la région de Magog. M. Benoit n'a jamais pris position officiellement en faveur du regroupement mais ses propos condamnant le refus du Canton de Magog de participer aux audiences de la Commission municipale en donnait quelques indices. Je m'empresserai dès lundi de le contacter afin de le convaincre d'intercéder auprès du ministre pour un regroupement entre les Cantons d'Orford et Magog, Omerville et la Ville de Magog».

Le ministre Boisclair a toutefois rappelé que c'est lui qui détient le pouvoir exécutif de décréter les fusions. «La consultation auprès des députés ne doit pas être interpréter comme l'attribution d'un droit de veto», a-t-il dit.



Abattage d'arbres: les élus réclament une hausse des amendes

Luc Larochelle
llaroche@latribune.qc.ca
QUÉBEC

Les préfets de l'Estrie admettent avoir perdu foi dans leur réel pouvoir pour empêcher les coupes à blanc. Ils réclament une hausse substantielle des amendes ainsi qu'un soutien financier aux municipalités qui pourchassent les délinquants.

Le ministre André Boisclair, qui souhaite que l'application de la réglementation sur l'abattage d'arbres devienne l'un des rôles joués par les MRC renforcées, se dit conscient des problèmes et promet d'y remédier.

Les élus municipaux et le Conseil régional de l'environnement avaient travaillé de pair à faire de l'Estrie la première région québécoise dotée d'une réglementation uniforme afin de prévenir les coupes à blanc. En pratique, ces balises génèrent plus ou moins de résultats.

«Nous avons déjà dépensé jusqu'à 30 000 $ pour faire condamner un propriétaire qui avait tout rasé sur son terrain et qui n'a écopé que de 10 000 $ d'amende. Les amendes ne sont pas dissuasives et il n'y a aucune forme de compensation pour la municipalité qui exerce son rôle avec vigilance. Les élus en arrivent à se dire qu'il y a une limite à se battre pour des principes», déplore le préfet de la MRC du Haut-Saint-François, Gilles Goddard.

Des cas similaires ont été vécus dans la MRC de Coaticook, où le directeur général, Guy Charland, réclame également de véritables outils légaux pour protéger la forêt... et l'argent des contribuables.

«Les procédures prennent une éternité et les propriétaires mal intentionnés ont eu tout le temps voulu pour s'exécuter. S'il s'agit d'une première infraction, le propriétaire est à peu près certain de s'en tirer avec l'amende minimale. C'est devient pratiquement insensé d'investir pour les résultats qu'on obtient», décrit-il.

Selon son préfet, la MRC du Val-Saint-François n'a pas encore eu à intervenir en cette matière. Marc-André Martel endosse cependant les revendications en faveur d'une révision des lois et des amendes.

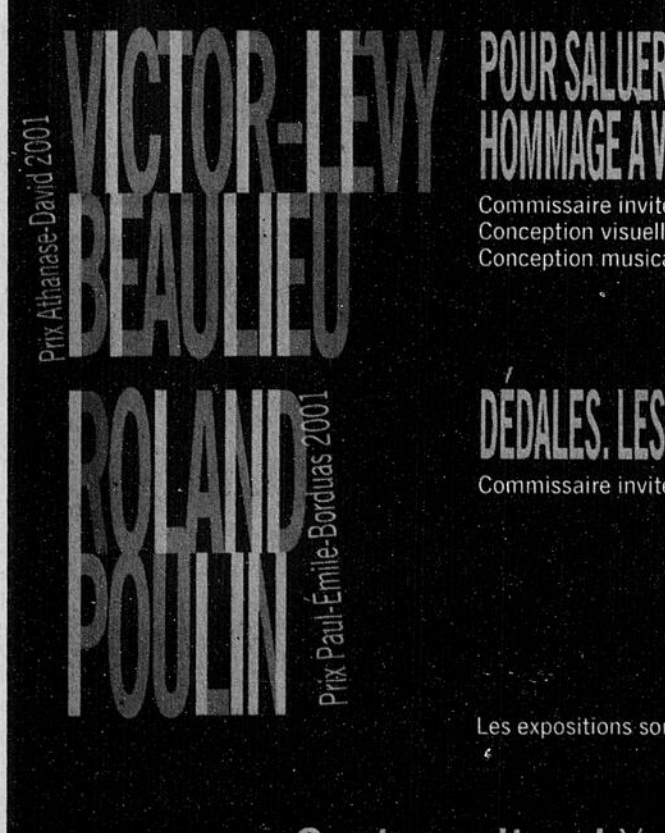
«C'est plus payant pour un propriétaire de collecter la totalité des ventes de bois et de payer l'amende. C'est ridicule».

Le maire de Stratford, André Côté a eu maille à partir avec des propriétaires de lots boisés peu scrupuleux.

«J'ai même eu connaissance que l'un d'eux avait coupé de nuit pour être certain d'avoir le temps de finir avant que notre inspecteur arrive. Ceux-là nous attendent avec le sourire en nous tendant le montant de l'amende».

Interrogé à ce sujet hier, le ministre qui cumule les responsabilités des Affaires municipales et de l'Environnement, André Boisclair, a paru au parfum du dossier. Il promet de réagir.

«Je suis bien informé des difficultés qui subsistent. La question de l'abattage d'arbres sera débattue de manière prioritaire au Bureau d'audiences publiques en environnement. C'est d'ailleurs une des questions que j'ai personnellement adressées au BAPE. L'obstacle n'est pas insurmontable, il faut voir avec le monde municipal le genre de ressources qu'il compte mettre à contribution à l'atteinte des objectifs. Mon défi n'est pas que de s'émouvoir publiquement mais de trouver des solutions ce que je ferai avec le BAPE», a-t-il dit.



CSST

Information publique

Région de l'Estrie

Amende émise par la CSST dans le secteur de la construction

Cette publication vise à rappeler l'importance de la prévention des accidents du travail sur les chantiers de construction, conformément à la Loi sur la santé et la sécurité du travail (LSST)

Personne déclarée coupable d'une infraction en vertu de l'article 236 de la LSST :

Employeur :
Tijaro ltée
122, avenue de la Gravière
Coaticook (Québec) J1A 3E6

Date de l'infraction : 6 mai 2002
Lieu de l'infraction : 210, boulevard Sainte-Madeleine, à Cap-de-la-Madeleine
Montant de l'amende : 500 $

En tant que maître d'œuvre, n'a pas protégé un travailleur contre les chutes alors qu'il est exposé à une chute de plus de 3 mètres.

81200

Québec

Les MRC veulent plus de pouvoirs

Belzil réclame la gestion de la santé, de l'aide sociale et même de SGF régionales

Presse Canadienne
QUÉBEC

La Fédération québécoise des municipalités propose une quasi-révolution avec son projet de décentralisation afin de doter les régions de plus de pouvoir.

La gestion de l'aide sociale par les municipalités régionales de comté et l'attribution de budgets régionaux pour la santé aussi gérés par les MRC sont des exemples de décentralisation énoncés par Michel Belzil. Et pourquoi pas des sociétés générales de financement de taille régionale? de renchérir le président de la FQM.

Michel Belzil répète une demande qui a déjà soulevé la controverse: la participation des municipalités dans les décisions de fermer ou non les écoles dans les villages. Le président de la FQM est convaincu que le Québec est prêt à ce qu'il qualifie de quasi-révolution. Les élus municipaux sont prêts à prendre plus de responsabilité et les trois grands partis politiques se sont déjà avancés sur la question de la décentralisation.

Le premier ministre Bernard Landry a promis mercredi soir de décentraliser les pouvoirs. «C'est le temps d'agir», dit M. Belzil en faisant allusion aux effets que pourraient avoir les décisions sur la fonction publique. Qu'importe le parti qui prendra le pouvoir aux prochaines élections, chacun a son idée sur l'avenir de la fonction publique, rappelle-t-il. Les libéraux parlent de la baisse du nombre de fonctionnaires par l'attrition, alors que le PQ envisage un rajeunissement de la fonction publique. Du côté de l'ADQ, on prône l'abolition de la sécurité d'emploi.

«Faites-nous confiance»

D'ici les élections, il faudra que les chefs des partis politiques indiquent plus clairement leurs intentions et même qu'ils se compromettent sur le sujet, d'ajouter le maire de Barnston-Ouest et préfet de la MRC de Coaticook.

«La décentralisation mérite mieux qu'un intérêt superficiel en période de campagne électorale», prévient le président de la FQM. «Faites-nous confiance. En région, on peut faire plus avec moins», lance-t-il à l'intention du gouvernement. Et il est clair, dit-il, que l'argent doit accompagner les nouveaux pouvoirs réclamés.

Sur la question du maintien des écoles dans les villages, M. Belzil insiste sur la nécessité pour une municipalité de participer à une telle décision. Fermer l'école d'un village est une décision qui doit relever de toute la communauté et non pas uniquement de la commission scolaire, ajoute-t-il. Les régions vivent une hémorragie démographique, illustre-t-il. «Comment faire autrement quand les écoles ferment et que les médecins quittent», demande M. Belzil.

Il lui apparaît incohérent de demander à des jeunes de revenir dans leur région d'origine après des études à l'extérieur quand il n'y a plus d'école au village où ils auraient pu un jour envoyer leurs enfants.

«Petite victoire morale» pour les ouvriers de Lab

Nathalie Prévost
BLACK LAKE

Une centaine d'ouvriers en lock-out chez Lab Chrysotile, à Black Lake, ont à nouveau retenu la partie patronale à la sortie des bureaux, hier, afin de manifester leur mécontentement sur la lenteur des procédures de négociations.

Cette fois-ci, par contre, la manifestation aura apporté une certaine satisfaction aux employés.

«Ça n'arrive pas souvent, mais ça fait du bien. Pour nous, voir les représentants de la table de négociation sortir devant nous à la fin de la journée, nous percevons cela comme de la provocation.

«La dernière fois que nous leur avons bloqué l'accès, le résultat nous avait laissé un peu amers, puisque nous avions été obligés de les laisser passer sous les ordres des agents de police présents», explique Larry Leblanc, le chef des opérations.

«Aujourd'hui, nous avions été avisés que les dirigeants tenteraient de sortir de la mine par d'autres accès. Comme j'avais plusieurs hommes disponibles sur place, je les ai éparpillés aux différents points stratégiques et nous avons résisté, toujours dans la légalité, bien sûr, car il n'est pas dans notre intérêt de se faire arrêter.

«La seule issue que nous leur avons laissée, fut de sortir par la mine Normandie. Ils ont donc dû faire un détour pour s'en retourner chez eux. Pour certains, ça n'est peut-être pas grand chose, mais pour nous, c'est une petite victoire morale. Les hommes ont réussi à se faire entendre et à montrer qu'ils en ont assez», ajoute-t-il.

Suite aux séances de conciliation qui ont eu lieu au cours de la semaine, aucune entente de principe n'a encore été annoncée.

Par le biais de la station radiophonique CHLT de Sherbrooke, il a toutefois été possible d'apprendre que la compagnie avait accepté d'ouvrir ses livres, histoire de faire valoir leur position.





Les leçons de l'affaire Boisvenu

NDLR - *La Tribune* a suivi de très près toute l'affaire du meurtre de Julie Boisvenu. Néanmoins, en guise de rétrospective pour nos lecteurs, nous publions aujourd'hui le récit qu'a préparé la chroniqueuse Nathalie Petrowski du quotidien *La Presse*.

Nathalie Petrowski

LA PRESSE

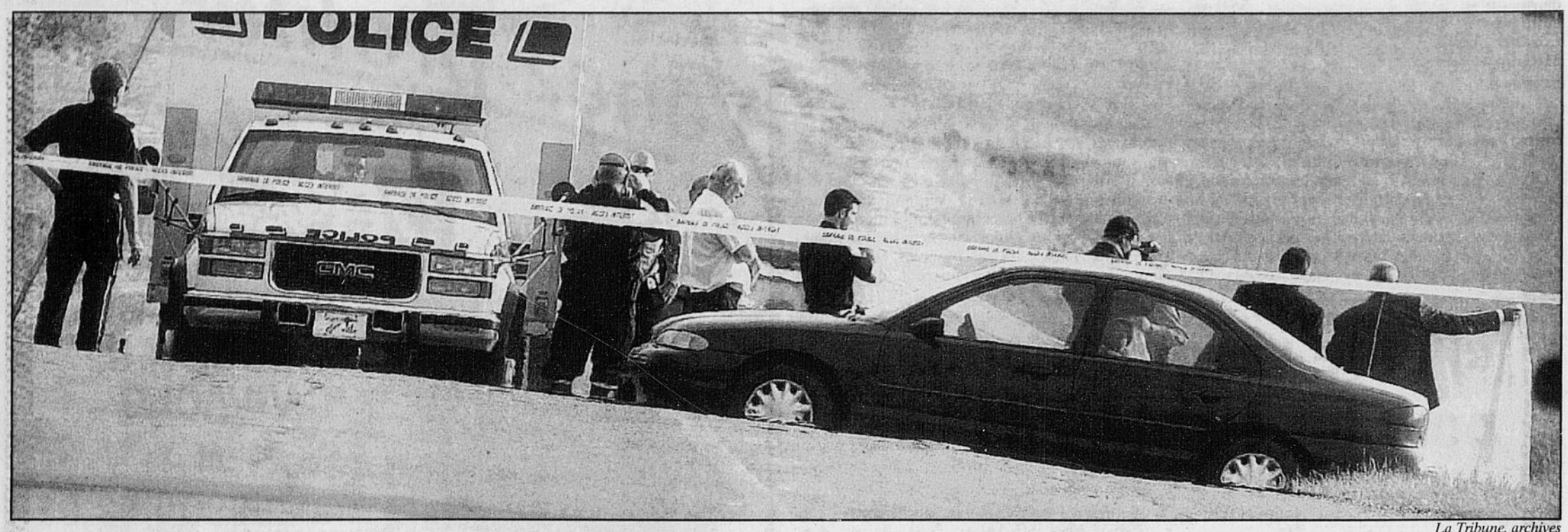
Presque six ans jour pour jour après le meurtre brutal d'Isabelle Bolduc, celui tout aussi brutal de Julie Boisvenu, assassinée à la fermeture des bars de Sherbrooke aux petites heures le 23 juin, a bouleversé les gens de la ville et fait la manchette de la plupart des médias québécois.

On peut parler d'une affaire comme celle-là avec de gros titres sanglants. On peut aussi raconter le drame de ses acteurs principaux et de ses figurants pour en extraire des leçons de vie et de société. C'est la voie que nous avons choisie.

La mort de Julie Boisvenu à 27 ans, six ans après celle d'Isabelle Bolduc dans des circonstances d'une similarité affolante, n'est d'abord pas l'histoire d'un meurtre. C'est l'histoire d'une rencontre entre une jeune femme fière, forte et indépendante et un homme fou et aveuglé par sa colère comme le sont les prédateurs sexuels. Sans ce premier contact visuel, cette première collision émotionnelle entre la liberté d'une femme confiante et la rage d'un homme *poqué* par la vie, à 4 h du matin sur les trottoirs déserts de la rue Wellington, il n'y avait pas d'histoire ni de fatalité. Julie continuait son chemin jusqu'à sa Kia mauve. Et l'agresseur détourné par le hasard, disparaissait dans la nuit comme un mauvais rêve.

Mais les choses ne se sont pas passées ainsi. Vers 4 h ce matin-là, Julie a quitté l'hôtel Ramada où elle avait pris un dernier verre avec un copain de Montréal en refusant obstinément qu'il la raccompagne à son auto. Pourquoi? «Parce que Julie avait une tête de cochon, m'a répondu son *coloc*, Mathieu Boisvert. Seuls ses amis les plus proches auraient pu la raisonner, mais nous étions tous partis nous coucher. Alors Julie n'en a fait qu'à sa tête.»

On ne saura jamais exactement ce qui s'est passé. On sait seulement qu'un homme mué en chasseur et habité par un besoin irrépressible de se venger du monde entier et surtout des femmes, l'a suivie jusqu'à son auto garée sur Meadow, une petite rue mal éclairée débouchant sur une impasse et sur le Living Room, le bar préféré de Julie. L'agresseur aurait pu suivre n'importe qui. Il se trouve qu'il a suivi Julie. Tout n'était pas encore perdu pour autant. Un passant, un fêtard, ou même les patrouilleurs qui plus tôt avaient vérifié l'identité d'un type louche affalé dans une Mustang blanche dans un stationnement désert, auraient pu à la dernière minute modifier le cours des choses. Mais il n'y avait plus personne. Il ne restait que Julie et son agresseur, les deux subitement soudés par la nuit, par la rue déserte, par leur propre histoire personnelle et condamnés à la danse la plus macabre de leur vie.



La Tribune, archives

Les jours passent. Le 24, le 25, le 26, le 27, le 28. Toujours pas de Julie. Tout bascule le 29 juin. Un passant marchant sur un chemin près de Bromptonville, a aperçu un corps dans un fossé: le corps sans vie de Julie.

Une terrible rencontre dans la nuit

Nathalie Petrowski

LA PRESSE

La disparition d'une jeune femme la veille de la Saint-Jean? Les policiers de Sherbrooke sont sceptiques. Voyons donc: la ville entière est sur le party! Six jours plus tard, la réalité frappe de plein fouet. Le corps de Julie Boisvenu est retrouvé dans un fossé, près de Bromptonville. Récit du destin tragique d'une fille fière, forte et indépendante.

Quand Mathieu et les deux Marie-Ève pensent à leur amie Julie Boisvenu, assassinée à Sherbrooke la veille de la Saint-Jean, quatre mots leur viennent à l'esprit. Quatre petits mots de rien du tout qui définissaient toute sa vie. D'abord les amis et la famille, tous jetés pêle-mêle dans le même panier d'affection. En deuxième et parfois en premier, la *job*, hyper-importante pour cette jeune femme de 27 ans, connue de tous au Carrefour de l'Estrie où elle travaillait depuis deux ans, d'abord chez Access, un magasin de sacs et de valises pour dames, puis à titre de gérante chez Aldo, un magasin bruyant et animé qui lui allait comme un gant. En troisième, la voiture, accessoire obligatoire de sa mobilité et de son autonomie. Et enfin le cellulaire, cordon virtuel qui la reliait au monde et dont elle ne se séparait jamais. Jamais. Au travail, aux toilettes, sous la douche même, Julie refusait de s'éloigner du foutu appareil qui ironiquement a annoncé sa mort à ses amis. C'était le 23 juin au matin. Et le Telus noir de Julie sonnait et sonnait. Dans le vide...

Le jour d'avant, juste avant que la boutique Aldo ferme pour des rénovations, Julie est passée voir la gérante chez Access. «Elle était rayonnante, raconte Cathy. Elle n'arrêtait pas de répéter qu'elle avait fait le bon choix. Aldo c'était sa place. Sherbrooke aussi. Pour une fois dans sa vie, elle avait l'impression de maîtriser sa destinée.»

Ce soir-là, Julie et ses amis font la navette entre le *Living* et le *Laurel*, rue Wellington. Ils dansent, boivent et déconnent comme ils le font régulièrement au moins quatre ou cinq fois par semaine. Julie ne fête pas sa promotion chez Aldo comme l'ont rapporté les médias. Elle l'avait fêtée deux semaines plus tôt. Elle ne fête rien de particulier, sinon sa bonne fortune et la douceur de la nuit.

Vers 3 h 05, à la fermeture du *Living*, elle part à pied avec un copain de Montréal prendre un dernier verre au Ramada, en laissant sa Kia garée de travers sur Meadow. Au même moment, trois coins plus bas, dans le stationnement lugubre et réputé dangereux de la rue Dépôt, deux patrouilleurs remarquent un type louche affalé sur la banquette d'une Mustang blanche. Il n'a pas de papiers. Il est maigre comme un chicot, pas très grand, se déplace avec une canne. Il a dit s'appeler Lucas Bernier. Raconte qu'il sort d'un bar de danseuses, qu'il est en boisson et qu'il attend son frère Hugo, le propriétaire de la Mustang. Le type ment mais ça, les patrouilleurs l'ignorent. À 3 h 55, deux autres policiers refont les mêmes vérifications auprès du même type qui ment, puis poursuivent leur route sans se douter qu'ils viennent de croiser celui qui deviendra le suspect numéro un de l'affaire Julie Boisvenu.

Évidemment s'ils avaient poussé leur enquête sur l'ordinateur dans leur voiture, ils auraient découvert qu'Hugo Bernier était en probation pour séquestration et agression sexuelle. Ils auraient pu attendre avec lui son «frère» et peut-être détourner le cours des choses. Au cinéma, sans doute. Pas dans la vie.

4h, 4h15, Julie sort du Ramada et refait seule et à pied le trajet sur la Wellington qui après 8 ans de fréquentation assidue lui est trop familière pour qu'elle en soupçonne les dangers. «C'est vrai qu'elle aurait pu être plus prudente, plaide son père, Pierre-Hughes Boisvenu, un directeur régional au ministère de l'Environnement, mais elle avait 27 ans. Ce n'était plus une petite fille. C'était une fonceuse. On l'appelait notre volcan. Elle n'avait peur de rien.»

Le téléphone silencieux

Le père de Julie ne se souvient pas que sa fille ait été particulièrement marquée par le meurtre d'Isabelle Bolduc, enlevée, séquestrée, violée et battue à mort alors qu'elle revenait seule et à pied à la fermeture des bars par une belle nuit de juin 1996.

À l'époque Julie n'avait que 21 ans et vivait encore chez ses parents. Selon les souvenirs de son père, le meurtre d'Isabelle par trois paumés, dont deux en libération conditionnelle, ne lui a pas fait craindre pour sa propre vie. «Nous non plus, ajoute-t-il. Ce drame nous semblait si irréel et si lointain qu'on ne pensait pas que ça pourrait nous arriver».

Julie n'arrêtait pas de répéter qu'elle avait fait le bon choix. Aldo, c'était sa place. Sherbrooke aussi. Pour une fois dans sa vie, elle avait l'impression de maîtriser sa destinée.

23 juin, 11h30 du matin. Marie-Ève, la grande amie de Julie fait les cent pas chez elle. Julie doit passer la chercher pour un party de la Saint-Jean dans une grosse cabane à Fitch Bay, sur les bords du lac Memphrémagog. Mais Julie est en retard. Ce n'est pas dans ses habitudes. Elle est plus ponctuelle qu'une montre suisse. En plus, son cellulaire sonne et sonne dans le vide. Envoie Julie, réponds! s'impatiente Marie-Ève.

À 13 h, l'amie paniquée appelle Mathieu, le *coloc* de Julie, vendeur chez Pegabo au Carrefour. Il tente de la rassurer. Julie sait où elle va dans la vie, tu capotes pour rien. Dans son for intérieur, pourtant, il a de la difficulté à croire que Julie n'ait pas encore donné signe de vie.

Même quand elle part *sur la go* ou qu'elle découche, Julie ne peut s'empêcher d'appeler son réseau à la première heure. Pourquoi pas cette fois-ci?

À 16 h, Mathieu est tellement enragé contre sa *coloc* qu'il aime comme une grande soeur, qu'il hurle dans son répondeur: *criss* Julie, tu pourrais nous rappeler! À 19 h, n'y tenant plus, Mathieu et Marie-Ève partent à sa recherche en voiture. Ils descendent la rue King, tournent à droite sur Wellington, dépassent les terrasses et les bars, font un détour vers la rue la plus sinistre de toutes, la rue du Dépôt. Contre toute attente, ils aperçoivent la Kia mauve de Julie. Elle est accidentée et abandonnée comme un hochet disloqué au milieu du stationnement désert. Ils n'en croient pas leurs yeux, collent leur nez contre la vitre et voient le cellulaire abandonné sur le plancher. Le cellulaire sans Julie!!! C'en est trop! se disent-ils. Il faut appeler la police.

Policiers aux abois

À 19h30 le 23 juin, Isabelle, la cadette de Julie s'amène au poste de police de Sherbrooke pour signaler la disparition de sa soeur. Les policiers enregistrent la déposition d'un oeil sceptique. Une disparition la veille de la Saint-Jean? Voyons donc! La ville entière est *sur le party*. À 22 h, ils récupèrent la Kia accidentée, convaincus que Julie va réapparaître en se confondant en excuses pour la borne fontaine qu'elle a percutée la veille. La bande a beau répéter que Julie ne se sépare J-A-M-A-I-S de son cellulaire et que les délits de fuite c'est pas son genre, les flics n'entendent rien.

Les jours passent. Le 24, le 25, le 26, le 27, le 28. Toujours pas de Julie. La famille est morte d'angoisse. Les amis dévastés. C'est si peu dans la nature de Julie de lâcher son monde. Le spectre d'Isabelle Bolduc, revient hanter la ville. Son père, Marcel Bolduc, qui a fait une campagne tapageuse contre le système de libération conditionnelle, qu'il tient responsable du meurtre de sa fille, reprend du service même s'il a déménagé à Drummondville. Les habitants de la ville se disent, non! pas encore. Pas une deuxième fois en si peu de temps!

La pression monte. Les policiers sont aux abois. Ils interrogent les proches, traitent les informations des citoyens et des voyantes, fouillent l'hôtel Ramada de fond en comble, font des recherches en forêt, dans les boisés, près des rivières. Ils commencent aussi le travail le plus plate de tous: le dépouillement des rapports de patrouille, la nuit de la disparition de Julie. Ils remarquent deux rapports différents le même soir sur le même homme dans une Mustang blanche. Bizarre...

Tout bascule le 29 juin. Un passant marchant sur un chemin près de Bromptonville, a aperçu un corps dans un fossé: le corps sans vie de Julie.

Une étrange démission

Presque au même moment, Hugo Bernier, journalier chez Ardobec, une entreprise de coupe d'ardoise de Bromptonville, remet sa démission. Le geste est d'autant plus étrange qu'il reçoit des prestations de la CSST à la suite d'un accident de travail. En démissionnant, il s'en prive. Au nom de quelle logique, on l'ignore. Dans la foulée, Bernier quitte sa piaule de Lennoxville et déménage à Montréal.

On avait interrogé 73 témoins, traité 180 informations(...) Tout ce qui nous restait à faire c'était de shaker le pommier pour voir ce qui en tomberait.

Nous sommes le 30 juin. Sept jours se sont écoulés depuis le meurtre de Julie Boisvenu. Les policiers ont prélevé des traces de sperme sur la banquette de la Kia dont ils attendent les analyses. Ils n'ont pas retrouvé le portemonnaie, les clés ainsi que ses souliers et son sac Aldo. Ils n'auront guère plus de chance avec les empreintes digitales recueillies sur la voiture. Leurs échantillons brouillés refusent obstinément d'identifier les traces du tueur de Julie.

«On n'avait rien, dit André Bilodeau. Rien. Aucune piste. On n'avait que le rapport des patrouilleurs. C'est ce qui a tout déclenché. Leurs notes et le fait qu'Hugo Bernier ait donné une fausse identité. Sans ces deux éléments, on serait encore en train de chercher.»

Le 4 juillet au matin, les policiers arrêtent Bernier chez son frère à Verdun et le ramènent à Sherbrooke sous des accusations de supposition de personne. L'avocat Philippe Gilbert est de garde à l'aide juridique. Bernier l'appelle pour s'informer de ses droits. Douze heures plus tard, la police rappelle l'avocat et lui passe Bernier. Voulez-vous bien me dire pourquoi il est encore au poste? s'écrie incrédule, l'avocat.

«Subitement mes lumières se sont allumées, raconte-t-il. J'ai compris qu'ils n'enquêtaient pas sur une fausse identité mais sur le meurtre de Julie Boisvenu. Visiblement, ça leur prenait un lapin et ils venaient d'en trouver un.»

L'enquêteur André Bilodeau concède que la preuve contre Bernier était à ce moment-là incomplète. Ils ont été obligés de le relâcher. Reste qu'à partir du 4 juillet, Bernier est devenu leur suspect numéro un.

Pourquoi? «Parce qu'on avait éliminé tous les autres, répond l'enquêteur. On avait interrogé 73 témoins, traité 180 informations, fait passer un polygraphe au *coloc* de Julie, puis au copain de Montréal, le dernier à la voir vivante. Tout ce qui nous restait à faire c'était de *shaker* le pommier pour voir ce qui en tomberait.»

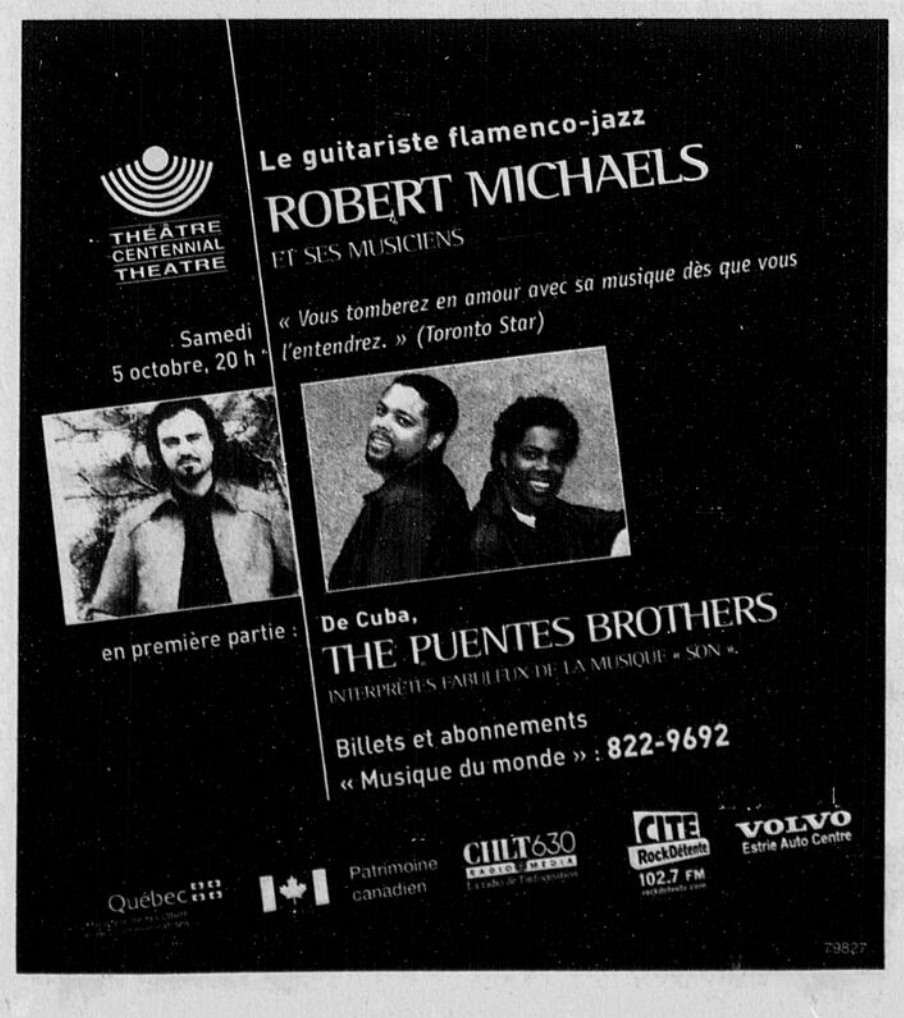
Par «*shaker*» le pommier, l'inspecteur entend: brouiller les pistes, laisser courir des approximations dans les médias et obtenir tous les mandats de perquisition nécessaires pour filer Bernier, le placer sous écoute électronique, lui dérober ses mégots de cigarettes pour les test d'ADN, le convaincre à une prise de sang, interroger son père en Gaspésie, rencontrer l'enquêteur à Cap-aux-Os qui a traité son dossier d'agression sexuelle et diffuser un portrait-robot qui est en fait son visage modifié.

La semaine dernière, quand le résultat des analyses de sang et d'ADN sont rentrées, les policiers ont immédiatement filé à Montréal pour arrêter Bernier. Ils l'ont retrouvé à Pierrefonds avec sa blonde enceinte.

Les policiers affirment qu'ils ont une preuve en béton et 14 heures de bandes vidéo où Bernier reconnaît qu'il est monté dans la voiture de Julie, mais qu'elle n'était pas son genre.

Depuis, la boutique Aldo a fait peau neuve. Ses murs sont blancs, son look branché. Julie aurait adoré. La nuit sur la rue Wellington, les bars sont toujours aussi pleins et la musique aussi forte, peut-être pour enterrer la peur ou l'indifférence, qui sait.

Six ans plus tard presque jour pour jour après le meurtre d'Isabelle Bolduc, celui de Julie Boisvenu n'a en apparence pas laissé de traces. Sauf dans le coeur de ses amis et de sa famille et avec un peu de chance, dans la tête des jeunes filles fières, fortes et indépendantes. Si seulement elles pouvaient y penser à deux fois avant de s'aventurer seules dans la nuit, Isabelle et Julie ne seront pas mortes pour rien.



Memphrémagog se cherche un autre LES

La MRC lorgne Coaticook, Val-Saint-François ou même Sherbrooke

Denis Dufresne
SHERBROOKE

Qu'Intersan obtienne ou non le feu vert pour agrandir son lieu d'enfouissement sanitaire (LES) du canton de Magog, les municipalités devront de toute façon se trouver un autre endroit pour disposer de leurs ordures, du moins pour les deux ou trois prochaines années, le temps que la compagnie reçoive un nouveau permis d'exploitation, s'il y a lieu.

«Le permis d'exploitation d'Intersan vient à échéance en 2003 et il leur faudra passer par une série d'étapes administratives (dont des audiences publiques) avant de pouvoir rouvrir. On est tous dans le même bateau et, d'une manière ou d'une autre, on va se retrouver avec un creux de deux ou trois ans», explique Roger Nicolet, préfet de la MRC de Memphrémagog.

Face à cette situation, le MRC souhaite obtenir l'appui des municipalités de son territoire en vue de négocier avec d'autres exploitants de lieux d'enfouissement, qu'il s'agisse de Coaticook, du Val Saint-François ou de Sherbrooke.

«Il y a des approches de faites, bien sûr, mais on doit légalement obtenir l'approbation des municipalités», signale M. Nicolet.

Une rencontre de travail a d'ailleurs eu lieu il y a un peu plus de deux semaines entre les municipalités de la MRC, à l'exception de la Ville de Magog, qui a déjà une entente avec un LES de la région de Granby, et du Canton de Magog, «qui fait cavalier seul «en raison de ses relations avec Intersan», dit le préfet.

À la veille de la deuxième assemblée publique sur le plan de gestion des matières résiduelles de la MRC de Memphrémagog, lundi à Mansonville, Intersan doit en principe réagir publiquement à la position de la MRC, qui veut limiter à 60 000 tonnes par année la quantité de déchets pouvant être enfouis sur son territoire.

Intersan souhaitait porter la capacité de son LES à 300 000 tonnes par année et se doter d'un équipement à la fine pointe de la technologie.

«Pour le moment, on recherche une solution à long terme, mais qui ne passe pas nécessairement par Intersan. Actuellement, la décision est certainement de ne pas permettre un méga-site sur notre territoire; pour nous c'est le seul point qui est acquis actuellement», prévient le préfet Nicolet.

«Mais il faut être conscient que notre région a un problème avec ses 70 000 tonnes annuelles de déchets (incluant les résidus industriels) et qu'il faudra le résoudre d'ici quatre ou cinq ans», rappelle-t-il.

Plusieurs organismes doivent participer à la rencontre de consultation de lundi, dont des associations de lacs, la Chambre de commerce Magog-Orford et le Conseil régional de l'environnement de l'Estrie, qui réclame rien de moins que la fermeture du LES d'Intersan.

«Il faut protéger les bassins hydrauliques qui servent de réservoir d'eau potable. Il y en a sept dans la MRC de Memphrémagog, ce qui veut dire que le territoire de la MRC ne se prête pas à un LES», explique le président du CRE, Jean-Guy Dépôt.

Le préfet Nicolet reconnaît que la présence d'un LES à proximité de lacs/réservoirs est préoccupante. «Ça devrait être une préoccupation majeure de la part de nos décideurs. Mais, bien sûr, la fiabilité technique (pour l'étanchéité des LES) demeure un sujet de débat entre les spécialistes».

Marraine tendresse



Imacom, Claude Poulin

L'organisme Marraine tendresse de l'Estrie a fêté son dixième anniversaire cette semaine en compagnie de plusieurs membres, bénévoles et invités. La coordonnatrice, Simone Rancourt, était ainsi accompagnée lors de la prise de cette photo de l'une des marraines, Françoise Lafond, de bébé Maher, de la mère de l'enfant, Nehla Sultan et de la fondatrice, Marie-Paule Aylwin.

INSTALLATION GRATUITE JUSQU'AU 29 SEPTEMBRE 2002

Le premier récepteur satellite de télé interactive au Canada

Système 3120

- Accès aux services interactifs
- Guide de programmation à l'écran avec fonction image sur image
- **Télécommande universelle à 4 modes contrôlant la télé, le magnétoscope et le récepteur satellite**
- Horloges de rappel - rappel d'émission, magnétoscope et syntonisation automatique
- Sortie S-Vidéo pour les émissions en Super Définition, son de qualité DC
- Galaxie : un mélande de 30 postes de musique commerciale de qualité DC
- Boîtier mince et effilé

Bell ExpressVu

Prix en magasin 198$
*Crédit de programmation - 90$
*Crédit de programmation télé interactive - 10$
*Coupon-rabais - 50$

Plus de 275 canaux!

GRATUIT! 48$†
† Après tous les rabais.

Bell ExpressVu

Ouvert le dimanche

Dumoulin

Électronique • Informatique • Photo • Communications

81016

Sherbrooke : 2222, rue King O. 566-0261 1112, rue Conseil • 565-3177 CARREFOUR DE L'ESTRIE (Mail central) • 563-3223

Résultats

LOTO QUÉBEC — TVA, le réseau des tirages

La Mini — Tirage du 2002-09-27

NUMÉROS	LOTS
876508	50 000 $
76508	5 000 $
6508	250 $
508	25 $
08	5 $
87650	1 000 $
8765	100 $
876	10 $

Banco / Banco Spécial — Tirage du 2002-09-27

05	09	10	13	14
17	22	31	32	37
41	46	48	50	52
53	56	63	65	67

La Quotidienne — Tirage du 2002-09-27 : 3 : 633 — 4 : 5822

Extra — Tirage du 2002-09-27 : 908329

Super 7 — Tirage du 2002-09-27 : 01 11 28 32 33 40 43 — Complémentaire: (23)

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Si vous avez un problème de jeu... MISE SUR TOI 1 866 SOS-JEUX

ON PERD LA BOULE POUR VOUS!!!

Grande vente de liquidation
Boules et accessoires de Noël

Ensemble de 3 boîtes de 6 boules à partir de **5,00 $**

Ensemble de 12 boules de Noël avec jeux de lumières intégrées à partir de **3,00 $** l'ensemble

Guirlandes synthétiques à partir de **0,10 $** du pied...
Couronnes au choix : **5,00 $** et plus

Aussi disponibles :
Ensemble de boules/lumières pour patio extérieur
Ensemble de boules décoratives pour l'Halloween

Produit de qualité (Barcana)
Boules incassables
Plusieurs couleurs disponibles

2 week-ends seulement!

Les 27, 28 et 29 septembre ainsi que les 4, 5 et 6 octobre
Vendredi : 9 h à 21 h
Samedi et dimanche : 8 h à 17 h

Faites vite!

2483, rue King Est
Fleurimont
Face aux Serres et Pépinières Gagnon

Une partie des profits de cette vente sera remise à La Grande Table

81351

SANS PITIÉ POUR LA ROUILLE !

PROTECTION ANTIROUILLE PROTECT

CANADIAN TIRE

Protège efficacement contre la rouille !

La protection antirouille de PROTECT se lie au métal et empêche le développement de la rouille et la détérioration de votre véhicule.

Résiste à l'eau et la neige !

Même dans les pires conditions: la pluie, la neige, le calcium, le lave-auto, l'antirouille PROTECT résiste et demeure en place.

Ne coule pas !

Avec sa formulation à viscosité stable, l'antirouille PROTECT ne coule pas, même dans les chaleurs extrêmes de l'été.

À partir de 59,99$

le meilleur choix sans aucun doute !

PRIME*
LUBRIFICATION HUILE FORMULA 1, FILTRE MOTOMASTER ET INSPECTION EN 20 POINTS.
Valeur rég. 19,95 $
* Plupart des véhicules.

Ça commence ici

SHERBROOKE
1850, rue King Ouest
566-1161

FLEURIMONT
1645, rue King Est
566-5993

Cette offre expire le 4 octobre 2002.

81292

PRÉSIDENT ET ÉDITEUR Raymond Tardif
RÉDACTEUR EN CHEF Maurice Cloutier
DIRECTEUR DE L'INFORMATION Michel Morin
ADJOINTE AU DIRECTEUR Jacynthe Nadeau

Opinions

Le regain de la Chambre de commerce

La Chambre de commerce de la région sherbrookoise prend de plus en plus la place qui lui revient. Ses interventions sont plus nombreuses et plus percutantes, tout comme ses efforts pour mieux servir ses membres. L'intérêt des gens d'affaires pour le développement économique et social d'ici est davantage perceptible depuis quelque temps et il faut s'en réjouir.

Sur cette lancée, la Chambre de commerce devra porter encore plus d'attention aux commerçants et aux entreprises, les petites comme les plus grandes, afin de démontrer son pouvoir d'intervention et son influence. On s'attend à ce qu'une chambre de commerce s'impose comme un joueur majeur dans sa collectivité.

Les dossiers ne manquent pas depuis la création de la nouvelle Ville de Sherbrooke: taxation, vitesse dans les rues de la ville, développement commercial, sécurité au centre-ville, stationnement, partenariats d'affaires, opportunités pour les membres, échanges avec les autres régions et ainsi de suite.

La Chambre de commerce doit être active, comme en témoignera le congrès de la Chambre de commerce du Québec à Sherbrooke les 4, 5 et 6 octobre. Lors de ce congrès, plus de 300 participants discuteront justement du rôle d'intervention des chambres et la façon d'intervenir.

La Chambre de commerce de la région sherbrookoise a bien préparé l'événement qui ajoutera à sa relance. C'est tout à l'honneur de la présidente Odette Dutil qui, par son implication et sa disponibilité, donne le rythme aux autres membres du conseil d'administration et au personnel permanent de la Chambre sherbrookoise. Si tous les comités emboîtent le pas, le regain de la Chambre n'en sera que plus fort.



Raymond TARDIF

En plus d'accueillir le congrès provincial la semaine prochaine, la Chambre sherbrookoise se distingue par ses conférenciers depuis un bon moment. Après Jean Charest et Mario Dumont, la Chambre recevra sous peu le premier ministre Bernard Landry qui sera suivi par l'animateur Jean Lapierre, Dominique Taddéo, le pdg du Port de Montréal, et Claude Blanchet, de la Société générale de financement du Québec.

À l'heure où la Chambre sherbrookoise affiche un élan prometteur, il faut remettre sur la table la fusion des chambres sur le territoire de la nouvelle Ville de Sherbrooke ou, du moins, leur essentielle collaboration. Il apparaît évident que la Chambre de Rock Forest, Saint-Élie, Deauville devrait s'unir à la Chambre sherbrookoise. Les gens d'affaires et de commerce de cet arrondissement seraient mieux servis dans une Chambre unifiée où ils pourraient garder leurs spécificités, tout en participant plus efficacement au développement et à la qualité de vie d'un secteur très important de la nouvelle ville.

Du côté de la Chambre de Fleurimont, qui dessert un grand territoire, la fusion proprement dite pourrait peut-être attendre encore mais, à court terme, il faudra tisser des liens serrés et une grande collaboration avec la Chambre sherbrookoise.

Tel que mentionné dans cette page sous différentes signatures au cours des derniers mois, les chambres de commerce du territoire de la nouvelle Ville de Sherbrooke ne peuvent plus demeurer dans leur coin respectif.

Il y va de leur crédibilité.

Lettres ouvertes

La vérité en face

Laura Martin,
Journaliste, La Tribune
Re: article du 21-09-2002, page E-2

À la suite d'une entrevue que je vous ai accordée, j'aimerais vous apporter une suggestion, à vous et aux autres journalistes: si vous faites une entrevue à caractère spécial comme la violence physique, psychologique ou sexuelle, par éthique professionnelle et aussi par respect humain, je vous recommanderais de prendre le temps de rencontrer la personne interviewée et de lui présenter l'article que vous allez publier.

N'ayant pas lu l'article avant sa parution, ce fut un choc pour moi de lire la violence des mots percutants de vérité utilisés qui m'ont blessée profondément.

En terminant, je voudrais recommander aux journalistes de respecter certaines confidences qu'on leur a demandé de taire.

Cette démarche m'a apporté à voir la vérité en face! Et vous?

Eveline Martineau

Les Américains sont-ils responsables?

Après ce malheur de septembre 2001, plusieurs, demeurés stupéfaits, se demandaient pourquoi tant de mal et pourquoi avoir choisi comme cible les Américains? Ces terroristes auraient-ils fait du World Trade Center et du Capitol un choix innocent, sans raison particulière, en somme un acte gratuit?

Nous avons mis la main sur des analyses, prémonitoires à notre avis, de deux auteurs américains eux-mêmes, et professeurs d'université par surcroît, qui nous fournissent les éléments de réponse suivants: «Aujourd'hui, nous sommes dans l'obligation d'admettre de plus en plus ce qui a toujours été vrai: notre principal ennemi est le tiers monde, et il risque fort de "se déchaîner" d'ici peu.» C'est en 1992 que Noam Chomsky écrivait ces lignes. Après le Golfe!

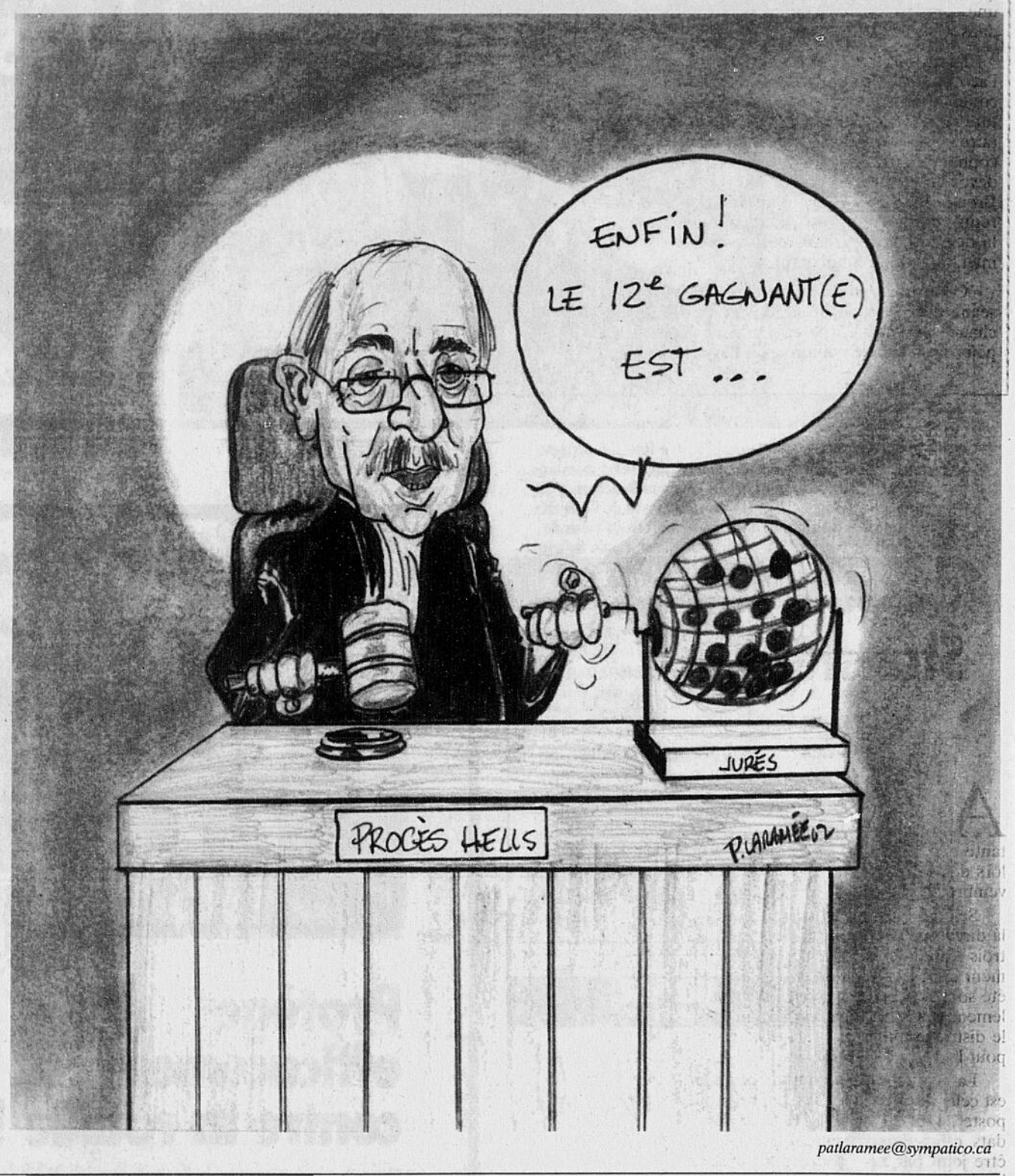
Plus tard, en 1996, un autre auteur, Robert Dole, s'interrogeait ainsi: «On a le droit de se demander combien de temps encore le tiers monde va permettre qu'un seul pays ne comptant que 5,6 pour cent de la population mondiale détienne la moitié de la richesse de la planète.»

Nous voyons qu'il y a déjà quelque temps que les trompettes de Jéricho ont sonné l'alarme chez nos voisins sans avoir ébranlé le mur de leur suffisance. Or, quand la réponse devient le va-t'en-guerre à tout prix, c'est à se demander pourquoi ces gens n'ont-ils encore rien compris?

Quant à nous, depuis cet événement si malheureux, ces vers de la Fontaine ne cessent de nous habiter:

Quand le malheur ne serait bon
Qu'à mettre un sot à la raison
Toujours serait-ce à juste cause
Qu'on le dit bon à quelque chose.

Roger Charlebois
Sherbrooke



patlaramee@sympatico.ca

Fenêtre sur le monde

Le Pen, l'homme, le phénomène politique



Jean-René CHOTARD

Les élections françaises du printemps 2002 ont été jugées par tous les observateurs comme un véritable tremblement de terre. Du moins si la politique mérite d'être comparée à un fragment de l'écorce terrestre. Moins que la défaite, très sévère de la gauche, c'est le succès de l'extrême droite avec la présence de Jean-Marie Le Pen au deuxième tour de l'élection qui fait événement. Après quelques mois et beaucoup de commentaires, il devient possible de chercher parmi les causes.

Le leader

Pour parler de Jean-Marie Le Pen, il est exclu de donner dans la nuance. D'emblée, Le Pen peut être étiqueté comme un extrémiste. Pratiquement tout le monde, lui-même y compris, s'accorde pour qu'il soit classé dans la droite extrême. Extrême Le Pen l'est d'abord dans la forme. Ses insultes, injures, propos diffamatoires lui ont valu un véritable abonnement comme accusé devant les tribunaux français. Mais attention, Le Pen n'est pas un diffamateur de basse grammaire. Formé dans les bons collèges, ancien élève des jésuites, il manie le bien parler. Avec une aisance qui peut évoquer le style de Jean Genet, il pratique la perversion de la phrase classique en y insérant le propos choc ou incongru. Autant qu'un tribun, il possède le sens de la formule, mais il emploie le subjonctif et même le subjonctif imparfait.

Le sens oratoire de Le Pen compte dans la durée de son succès mais la persistance de son programme a fait de lui la référence pour tous les conservateurs extrêmes en France. Il est l'homme de la xénophobie mais il provoque une véritable répulsion par son antisémitisme. Parmi les divers chefs de partis politiques européens qui manipulent la haine de l'étranger, Le Pen, seul, a osé attaquer les Juifs. Il l'a fait de manière scandaleuse en affirmant que les chambres à gaz ne sont qu'un détail de la Deuxième Guerre mondiale. Certes, les condamnations en justice l'ont obligé à réduire ses excès de langage, voire ses gestes de menace. Il a été condamné pour voies de fait à l'encontre d'une candidate socialiste en 1999. Il avait quelque 70 ans au temps de l'incident. Sa violence prend pour cible toute la classe politique française mais plus particulièrement le président Chirac avec qui il partage une animosité digne d'une tempête bretonne. Jean-Marie Le Pen vient en effet de Bretagne. Mais il demeure capable de tonitruer contre tous les sujets avec cependant deux grandes prédilections: l'immigration et la construction de l'Union européenne.

La trajectoire politique

Jean-Marie Le Pen défend tous les mauvais dossiers de la politique française. Mais la sorte d'apothéose que lui a décerné l'élection présidentielle de 2002 trouve des explications bien au-delà de sa vindicte oratoire. En effet, il soulève l'écho de batailles partisanes et d'événements qui se sont accumulés depuis la Deuxième Guerre mondiale en France.



Jean-Marie Le Pen

Souvent, il est fait allusion à Vichy mais Le Pen n'avait que 16 ans au moment de la victoire alliée. Il n'a pas participé aux ambiguïtés de ce temps et, disons-le tout net, sur l'époque de Vichy, Le Pen possède un dossier beaucoup plus net que celui de François Mitterrand par exemple. Cependant, il s'inscrit dans la ligne de la droite politique qui avait triomphé avec Pétain de 1940 à 1944. Sous la quatrième république, c'est-à-dire jusqu'en 1958, il prendra part aux deux guerres coloniales d'Indochine, puis d'Algérie. Élu plus jeune député du parlement sous l'étiquette d'un parti très conservateur, il inscrit dans le paysage politique une carrure de lutteur doté aussi de capacités oratoires.

C'est le conflit d'Algérie si lourd de polémiques qui va confirmer la carrière de Le Pen dans la durée. Adversaire de l'indépendance, il sera l'une des personnalités qui revendiquent l'Algérie française. Les Européens rapatriés d'Algérie sous diverses contraintes ainsi que les familles des musulmans ayant combattu dans l'armée française, seront disponibles pour lui fournir une part d'électorat. Avec l'arrivée des socialistes au pouvoir et l'afflux d'une immigration musulmane, le nombre de ses partisans augmentera encore. Mais un autre dossier va commencer à peser dans la conjoncture: c'est celui de la construction de l'Europe.

L'approfondissement de l'intégration européenne inquiète tôt les défenseurs des valeurs nationales. Contre l'union de l'Europe, ils veulent préserver une Europe des patries.

Le Pen s'est engagé dans ce nouveau combat; il a pu le mener avec un mandat de député européen et il continue d'être actif à ce titre. Durant la campagne présidentielle du printemps passé d'ailleurs, comme le thème de l'insécurité était devenu le sujet majeur des autres candidats, Le Pen a concentré ses attaques sur l'Europe soudain accusée de faire disparaître l'essence même de la nation. Sa dénonciation de la monnaie unique, l'euro, a confirmé ses tendances aux propos extrêmes. En effet, alors que la nouvelle monnaie, introduite sans difficulté au 1er janvier 2002 sous la forme de pièces et de billets, gagnait en quelques mois une parité avec le dollar américain, Le Pen annonçait dans son programme sa volonté de revenir au franc.

Nul étonnement donc que Le Pen et son parti, le Front national, aient été dénoncés par tous les journaux comme les propagateurs d'idées de haine, obstinément attachés au passé. Contre lui ont défilé, après le premier tour des élections présidentielles, de nombreuses associations. Les partis politiques, et de droite et de gauche, l'ont condamné à peu près sur tous les tons. Cependant, cette belle unanimité soulève une question. Elle évoque le grand roman autrichien: «L'homme sans qualités».

Son auteur, Robert Musil, raconte l'effroi des habitants d'une petite ville après l'arrestation d'un criminel particulièrement crapuleux qui sévissait dans le pays. Les bons citoyens renchérissent de détails qui les glacent d'horreur mais l'exercice littéraire se prolonge et les lecteurs comprennent que le bavardage prend valeur de fable et qu'il existe une signification cachée.

La curiosité morbide des braves gens s'alimente dans l'effarement avec lequel, sans se l'avouer, ils devinent dans les crimes du bandit, l'ombre de leur propre méchanceté. Cette méchanceté, ils l'avaient refoulée ou plus exactement l'éducation l'avait refoulée pour eux, mais les forfaits d'un misérable les oblige à s'interroger et, qui sait, à se reconnaître en partie.

Jean-Marie Le Pen, à sa manière, tient ce rôle pour la société française. Bien sûr, son succès électoral trouve explication dans l'insécurité que subissent beaucoup de Français (23 % d'augmentation de la criminalité pendant les 12 mois de 2001). Pourtant, l'ampleur du vote Le Pen et l'intensité des débats qu'elle a provoqués, signalent combien l'individu, avec tous ses défauts et ses violences, soulève l'écho de toutes les vicissitudes traversées par la France pendant le demi-siècle écoulé. L'élection présidentielle française de 2002 pourrait s'ajouter comme un nouveau chapitre au roman de Musil.

Jean-René Chotard

Voir **AUTRES TEXTES D'OPINIONS** *en page* **H5**



NOS VOISINS ANGLOPHONES

Scott Verity STEVENSON
COLLABORATION SPÉCIALE svstevenson@yahoo.ca

Un coup de pouce pour l'apprentissage du français

Lundi dernier, un groupe de parents s'est rencontré dans le cadre d'un projet unique à la Commission scolaire de la région sherbrookoise. L'école Saint-Antoine de Lennoxville invitait les parents d'élèves anglophones à une première session d'information faisant partie d'un programme spécial d'intégration des familles anglophones dans cette école française.

Environ 20 pour cent des 300 élèves de Saint-Antoine sont anglophones. «Pendant les trois dernières années, les enfants qui arrivent à la maternelle augmentent d'année en année, selon Jean Brousseau, directeur de l'école depuis plus de quatre ans. J'étais agréablement surpris par le pourcentage, mais aussi surpris par le manque d'appui à ces familles.»

Alors l'année dernière, il a présenté un projet au Conseil régional de développement de l'Estrie pour combler l'appui qui manquait à l'école Saint-Antoine. Maintenant, avec 10 000 $ du CRDE et une autre tranche de 3000 $ à 5000 $ du budget de l'école elle même, Saint-Antoine a lancé son projet d'intégration des familles anglophones au milieu scolaire.

La première étape est la traduction des documents clés, comme le code de vie de l'école. Selon M. Brousseau, ce n'est pas tous les parents qui sont unilingues, mais plusieurs manquaient une certaine compréhension de ce qui se passe dans la vie de l'école.

Dans un deuxième temps, l'école offrira de l'accompagnement aux élèves anglophones qui commencent à la maternelle et un groupe de lecture sera formé pour offrir de l'aide supplémentaire aux élèves qui plongent dans un milieu francophone pour la première fois. «Ce n'est pas un devoir; nous voulons que ça soit plaisant», dit M. Brousseau. Les sessions d'information pour parents continueront aussi, particulièrement après la demande des parents qui assistaient à la première rencontre lundi dernier.

Cette rencontre était animée par M. Brousseau et la coordonnatrice du projet, Claire Lachance. Environ 25 parents étaient présents... à peu près le même nombre qu'à l'assemblée générale annuelle il y a trois semaines. «C'était très spontané et très enthousiaste, selon M. Brousseau. Il y avait un applaudissement inattendu... J'ai vu des mamans tellement contentes.»

L'école a noté plusieurs suggestions de cette rencontre, comme la création de listes de livres, sites Internet et émissions de télévision appropriés pour leurs enfants, une session d'information sur la réforme scolaire et des conférenciers. M. Brousseau espère que le projet donnera des idées à d'autres écoles qui vivent des situations culturelles et linguistiques semblables.



Imacom, Martin Blache

La coordonnatrice du projet mené à l'école Saint-Antoine de Lennoxville, Claire Lachance.

L'automne des portraits

Le musée Colby-Curtis de Stanstead marque le retour de trois portraits récemment restaurés par le Centre de conservation du Québec avec une exposition de plusieurs portraits de sa collection importante. Les portraits présentent des personnages intéressants et connus de la région, des membres de familles importantes, des belles peintures d'enfants, et de plusieurs personnes inconnues.

Il y aura aussi des photos du travail de restauration par le Centre de conservation du Québec, démontrant les interventions délicates qu'ont subies plusieurs peintures de la collection du musée au fil des ans.

L'exposition est présentement ouverte et se poursuit jusqu'au 10 novembre. Pour plus d'informations, vous pouvez rejoindre le musée Colby-Curtis au 876-7322.

Pour l'amour de la danse

Voici un retour positif d'une lectrice francophone qui a participé à la Journée des Townshippers le 14 septembre. «J'ai assisté à la journée des Townshippers. J'ai bien apprécié cette journée. Cela nous fait apprécier tous les beaux talents que l'on retrouve en Estrie. Entre autres, la troupe de danseuses et danseurs de danse à claquettes, ils sont formidables. J'aimerais pouvoir rejoindre le directeur ou gérant de la troupe de danse à claquettes afin de lui demander s'il y a des cours de danse à claquettes pour débutants qui se donnent dans l'Estrie. C'était la danse de nos ancêtres. C'est un de mes rêves de danser la danse à claquettes.

Merci beaucoup pour la chronique dans La Tribune *"Bienvenue à tous à la journée des Townshippers."»*

Henriette Nadeau-Lapierre

Scott Stevenson est consultant en communications et réside dans l'arrondissement Lennoxville

Une lutte à trois se dessine à Stanstead

Olivier Bouffard

STANSTEAD

Au moins un candidat défiera officiellement la mairesse sortante de Stanstead, Monique Pépin, lors des élections municipales du 3 novembre prochain.

Selon Véronique Blouin, adjointe à la directrice des élections de Stanstead, trois candidatures ont été officiellement déposées. Deux d'entre elles lont été soumises par des conseillers actuellement élus, soit Matthew Farfan, pour le district Stanstead, et Michael Tilton, pour le district Rock Island.

La troisième candidature officielle est celle de Serge Jacques, qui brigue le poste de maire. Aucun des trois candidats officiellement enregistrés n'a pu être joint par *La Tribune* pour obtenir leurs commentaires.

Cependant, il est possible qu'on assite à une course à trois pour le poste de maire. L'hebdomadaire anglophone *The Journal,* de Stanstead, citait dans son dernier numéro Mme Pépin, qui aurait décidé d'essayer d'obtenir un autre mandat. Toujours selon l'hebdomadaire, le conseiller Raymond Yates aurait lui aussi un oeil sur le poste de maire. M. Yates avait été candidat à la mairie en 1998, mais avait été devancé par Mme Pépin et un autre candidat. Il a ensuite été élu conseiller à la faveur d'une élection partielle en 2000. Ni M. Yates ni Mme Pépin n'étaient disponibles pour confirmer leur candidatures hier.

Les personnes qui voudraient présenter leur candidature ont jusqu'au 11 octobre pour le faire, indiquait par ailleurs Mme Blouin.

Un outil pour les femmes en politique

La Tribune

SHERBROOKE

L'organisme Femmes et politique municipale de l'Estrie, en collaboration avec ConcertAction Femmes Estrie, a lancé un tout nouvel outil destiné à permettre une mobilisation accrue des femmes en politique municipale.

Le nouveau site Web, situé au www.femmespolitiquemunicipale.org, a été conçu pour les femmes qui veulent se lancer en politique municipale ou pour celles qui y sont déjà. Il propose de l'information sur les nombreux dossiers de la politique municipale.

National

Le Dr Sylvain Simard est débouté en Cour supérieure

Les sanctions de la Loi 114 restent applicables

Presse Canadienne
SAGUENAY

Le juge Roger Banford a rejeté hier, en Cour supérieure du Québec, la demande d'injonction interlocutoire soumise par l'urgentologue Sylvain Simard, pour se soustraire aux sanctions de la Loi 114, qui oblige les médecins à assurer les services d'urgence dans les endroits en difficulté.

Le juge Banford s'est rendu à presque tous les arguments soulevés hier matin par la défense, estimant que la demande de l'urgentologue d'Alma ne répond pas aux critères d'apparence de droit, de nécessité du recours et d'urgence. Il a même jugé que l'injonction était irrecevable «prima facie», car ce type de procédure ne peut servir à contrer l'exercice d'un pouvoir administratif, comme c'est le cas pour les sanctions s'appliquant aux médecins refusant de se présenter à l'urgence.

Par conséquent, non seulement le docteur Simard n'a pas obtenu son injonction provisoire pour 10 jours, mais de plus, estime l'avocate de la Régie régionale, Me Estelle Tremblay, la décision du juge Banford ouvre la porte à une requête en irrecevabilité sur le fond de la demande d'injonction. Pour elle, le débat est donc clos.

Arguments

Seule avocate en défense, le ministre de la Santé et la Régie de l'assurance maladie du Québec, François Legault, ayant choisi de ne pas être représentés devant le tribunal, Me Tremblay s'est opposée à l'injonction en plaidant que contrairement à ce que soutenait le demandeur, il n'y avait pas d'urgence.

Alors que le docteur Simard disait craindre que les compressions salariales prévues par la loi soient appliquées le jour même, car il devait être rémunéré pour ses deux dernières semaines de services, Me Tremblay a soutenu qu'il n'avait pas démontré à la cour que le processus des sanctions administratives avait été enclenché.

Par surcroît, Me Tremblay a plaidé que même s'il devait subir les compressions prévues par la loi, elles sont si minimes, en regard de la rémunération d'un médecin, qu'elles ne lui causeront pas de préjudice. Enfin, a souligné l'avocate, ces sommes pourraient éventuellement lui être remboursées, ce qui fait en sorte que s'il devait subir un préjudice, celui-ci ne serait pas irréparable comme l'exige l'un des critères pour l'émission d'une injonction interlocutoire provisoire.

Le docteur Sylvain Simard, urgentologue à l'hôpital d'Alma, avait été assigné le 23 septembre pour dispenser ses services à l'urgence de Jonquière le 25, à minuit. Estimant qu'il n'avait pas à se soumettre à cet ordre car les urgentologues d'Alma avaient obtenu une dispense de la Régie régionale; mais aussi en raison de ses états de services comprenant notamment plusieurs gardes volontaires à l'urgence de Dolbeau, le docteur Simard avait manifesté une vive indignation sur la place publique, et juré qu'il ne se plierait pas aux ordres, s'exposant dès lors aux sanctions prévues par la loi.

Santé: les provinces dépensent 1,8 million $ pour inciter Ottawa à verser 5 milliards $

Michael Tutton (PC)
HALIFAX

Les premiers ministres provinciaux ont lancé une campagne publicitaire pour inciter Ottawa à verser chaque année 5 milliards $ de plus aux provinces pour les soins de santé.

La campagne de 1,8 million $, financée par les 13 gouvernements provinciaux et territoriaux, a été annoncée hier par le premier ministre de la Nouvelle-Écosse, John Hamm.

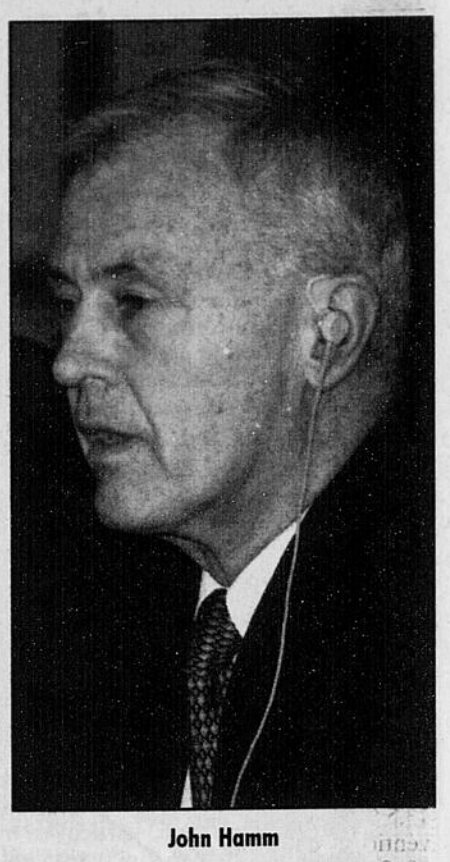
Équité demandée

Dans un message prévu pour la télévision, présenté aux journalistes lors d'une conférence de presse, on affirme qu'Ottawa ne paie que 14 pour cent du coût annuel total des soins de santé, qui s'élève à environ 130 milliards $.

Sur fond de battements de coeur au ralenti, une voix masculine déclare qu'il fut un temps où Ottawa partageait équitablement les coûts des soins de santé. «Les provinces et les territoires paient maintenant 86 pour cent (...) De toute évidence, les provinces et les territoires font leur part», poursuit la voix. «Il est peut-être temps qu'Ottawa fasse de même.»

166 $ par Canadien

Les premiers ministres veulent que le gouvernement fédéral amène sa contribution à 18 pour cent — soit environ 5 milliards $ —, ce qui équivaudrait annuellement à 166 $ par Canadien, a déclaré M. Hamm, qui préside cette année la conférence des premiers ministres sur les soins de santé.



John Hamm

«Les Canadiens nous disent que les soins de santé sont leur plus grande priorité. Nous voulons qu'ils soient aussi une priorité pour Ottawa», a déclaré le premier ministre.

La ministre fédérale de la Santé, Anne McLellan, estime que les chiffres cités par les provinces sont erronés et que leur campagne est du gaspillage. «Si les soins de santé sont la plus grande priorité des Canadiens, cette somme de 1,8 million $ aurait pu être mieux utilisée», a-t-elle déclaré au cours d'une entrevue accordée depuis Edmonton.

Sur le site Internet du ministère fédéral des Finances, on peut lire que l'allégation des provinces voulant que la participation fédérale ne représente plus que 14 pour cent laisse entendre que les provinces consacrent aux soins de santé les 130 milliards $ qu'elles reçoivent par le biais du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux.

Ce montant représente l'ensemble de leurs dépenses dans le secteur social, souligne le ministère des Finances. «Les dépenses des provinces en soins de santé totalisent 68 milliards $, et non 130 milliards $.»

John Hamm craint que le gouvernement fédéral ne mêle les cartes en contestant les chiffres cités par les premiers ministres. «Le problème est simple, dit-il. Les provinces et les territoires ont atteint la limite de leur capacité de financement. Et Ottawa a des surplus.»

M. Hamm dit qu'il a rencontré le premier ministre Jean Chrétien la semaine dernière, et qu'il l'a informé de la campagne publicitaire. «Il n'a pas paru surpris. (...) J'espère que ça aura un impact sur le prochain budget fédéral.»

Les messages publicitaires commenceront à être diffusés avant le discours du Trône de lundi, et se poursuivront jusqu'en novembre.

